



Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ?

Consultation
citoyenne numérique

Conseil de développement
durable de la Métropole du
Grand Nancy

<https://cartodebat.fr/consultation-europe/>



30 OCTOBRE 2018

Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy
22/24 viaduc Kennedy
Co 80036
54035 NANCY Cedex
Tél : 03.83.91.81.47
dominique.valck@grandnancy.eu

SOMMAIRE

SYNTHÈSE du DOSSIER 5 pages – pp 2 à 6

1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy
2. Statistiques
3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue
Professeur à l'Université de Bourgogne
4. Analyse semi-automatisée, la DATAVIZ par l'équipe de CartoDEBAT
5. Conclusion et remerciements

DOSSIER COMPLET page 8



1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy

De longue date, le Conseil de développement durable défend l'idée que ces instances de démocratie participative sont aussi des lieux apaisés d'animation du débat territorial, des lieux ouverts avec des règles pour co construire le projet de société avec les élus de la République, travailler le concept de Commun, être acteur de son destin.

En termes de méthodologie de travail, il nous est apparu nécessaire dans un premier temps en interne, de réfléchir sur les premiers éléments de ressenti et l'envie de « faire Europe » des membres du Conseil. Entre les « eurosceptiques » et les « euroenthousiastes », un champ de valeurs communes était détecté. Il en ressort qu'une Europe sociale et culturelle où le citoyen est au cœur des projets doit prendre le pas sur une Europe principalement libérale et financière où le fonctionnement des Institutions paraît opaque.

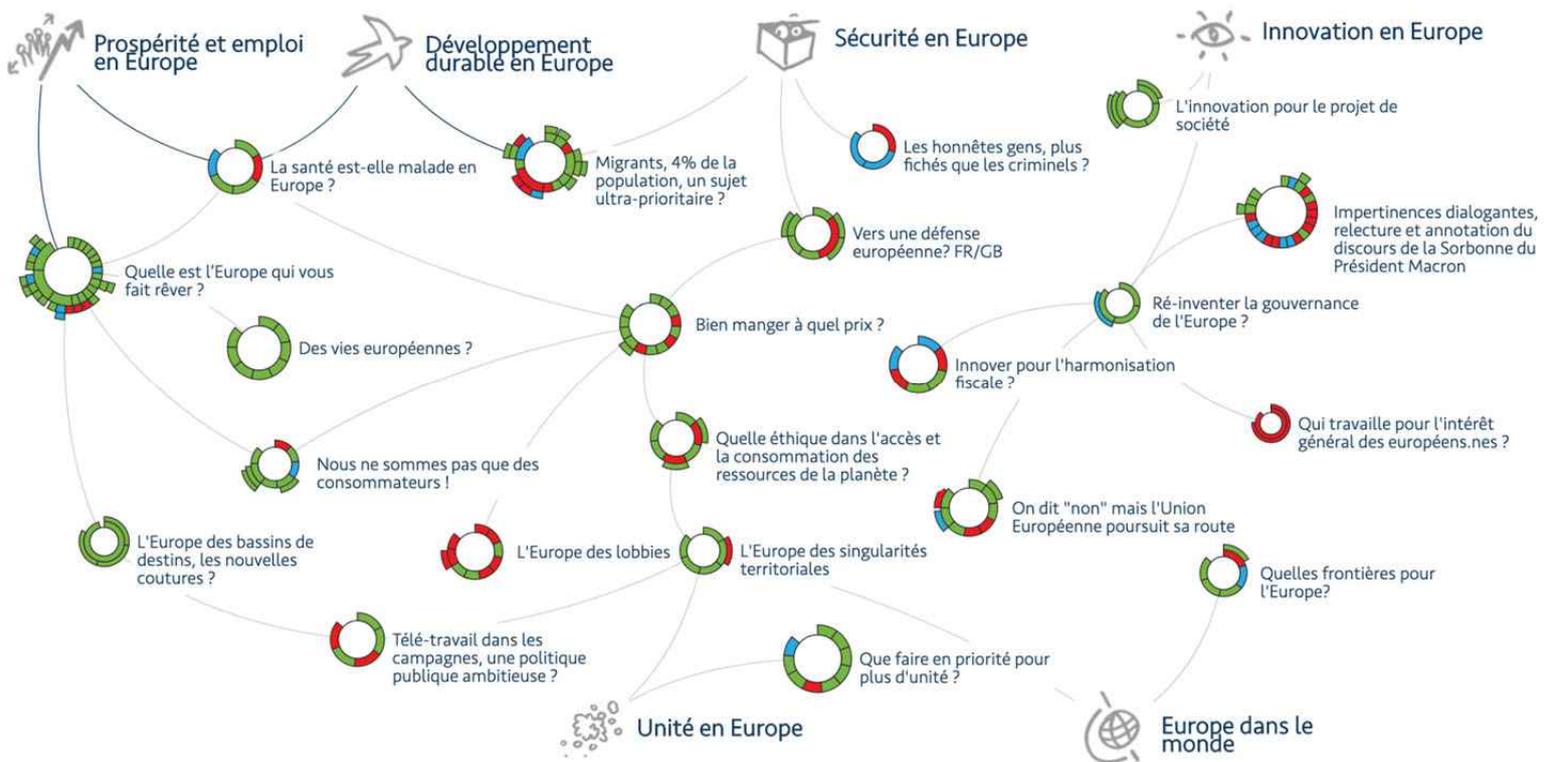
Pour construire cette expérimentation de débat numérique le Conseil s'est adjoint la coopération d'une Start' Up locale, CartoDEBAT, disposant d'un outil correspondant bien à l'ambition et à l'esprit de la démarche, avec pour résultat la cartographie du questionnement pour assurer un débat éclairé, sans rien occulter.

Les 6 entrées proposées par le Président de la République ont fait l'objet d'un travail collectif de réflexion d'où ont émergé 21 enjeux interconnectés. Parmi les grands témoins les plus connus qui ont amorcé les débats par des textes, le président du parlement de la Sarre ou encore le vice-président de l'Assemblée Nationale, répondant ainsi favorablement à la sollicitation du Conseil de développement.

Au travers de cette expérimentation qui a duré pour le Conseil presque 6 mois, et le débat numérique en lui-même 7 semaines (du 20 août au 12 octobre 2018), le Conseil a joué son rôle d'animateur du débat territorial. Sujet complexe dans un temps contraint, la question de la refondation de l'Europe et de son avenir a permis de faire émerger des préoccupations et des attentes plus que des solutions.

Cela constitue la base d'un travail à poursuivre tant au niveau national que des territoires. Les Conseils de développement souhaitent s'inscrire dans une expérimentation qui pousserait encore plus loin les lignes de la consultation citoyenne sur les sujets constitutifs du Projet de Société.

2. Statistiques

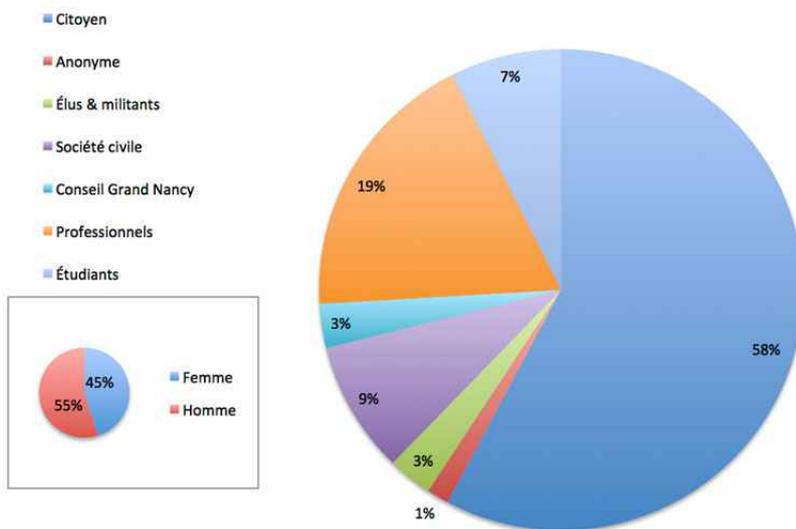


Cartographie des débats et liens avec les thématiques

Sur chaque débat, le graphique en rayons de soleil permet de visualiser l'évolution des débats avec en rouge les arguments en « désaccord » avec les contenus mis en débat ou les autres contributions, en vert les arguments en « accord » et en bleu les « réserves ».

Les contenus des débats sont toujours visibles sur : www.cartodebat.fr/consultation-europe

Profils indiqués par les 150 personnes et entités (villes, associations, etc.) inscrites



218 contributions
argumentées ont été publiées

143 974 signes
soit une moyenne de 660 signes
par contribution

7,24 minutes
durée moyenne de chaque
visite sur la plateforme

41 code postaux
indiqués dans 6 régions

13 partenaires pour la diffusion
dont l'Observatoire
International de la
Démocratie Participative

3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue Professeur à l'Université de Bourgogne

Le sens d'une démarche idéal-typique pour analyser la forme et le contenu d'une telle consultation

La typologie des logiques d'expression et des publics présentée ici est idéal-typique dans le sens où elle est un tableau simplifié de la réalité pour mieux rendre visibles certaines dimensions de la réalité socio-politique actuelle. L'intérêt analytique de cette typologie procède de sa relative distance par rapport à la totalité des énoncés bien trop complexe dans sa réalité première pour nous permettre de dégager sans aucune aide conceptuelle des dimensions significatives eu égard au sujet traité. Les typologies présentées ici ont été construites suite à une analyse collective des énoncés. Elles s'appuient donc sur un travail d'interprétation mené à plusieurs à partir de l'ensemble des énoncés produits et postés.

4 principaux profils ont répondu à la consultation en structurant leurs énoncés selon 4 logiques différentes (émotive/réactive, argumentative/de connaissances, prescriptive et d'enrôlement/imaginative) :

- Les « réactifs » sont des personnes qui réagissent à des propos déjà tenus, ils valident ou invalident des contenus ;
- Les « connaisseurs » qui basent leurs réflexions sur des documents, ils ne parlent pas de leur expériences mais de sources objectivées ;
- Les « prescripteurs » qui n'hésitent pas à faire des propositions ;
- Et les « imaginatifs » qui ont formulé leur rêve pour une Europe mais sont finalement peu nombreux.

3 types de contenus :

- Ceux relatifs aux enjeux politiques, en rapport aux idéaux fondateurs de l'Europe et de valeurs communes de fraternité, liberté, démocratie... et propose une meilleure gouvernance, une démocratie participative... ;
- Des contenus plus critiques vis-à-vis du libéralisme et de la technocratie en général et d'une Europe élitiste ;
- Des contenus relatifs à l'histoire et au but premier de l'Europe : la Paix.

Pistes analytiques concernant les pistes d'amélioration pour susciter plus de participation dans le cadre d'un débat numérique élargi :

- La privatisation de la vie ? Repli sur la sphère privée ?
- La sacralisation de l'EGO et la culture de l'expressivité émotive ?
- Discours argumentés vs parole du citoyen quotidien ?
- L'imposition de fait d'une culture de l'écrit ?
- Des « coûts d'entrée » techniques, cognitifs... dans un débat politico-numérique ?
- Peur de laisser des traces ?

4. Analyse semi-automatisée, la DATAVIZ par l'équipe de CartoDEBAT

Thèmes – mots clés – et extraits des propos du débat annotés selon : AVIS FAIT IDÉE

Rejets & Traités UE, Elections, Démocratie participative, Lobby, Confédération européenne, unité, Souveraineté

Nous devons **remettre les traités sur la table** et les rouvrir... nombreux **dénis de démocratie** qui émaillent les évolutions de l'union européenne sont une cause majeure de l'abstention... entité politique, l'Union Européenne qui n'a de corps que par ses **traités, TUE et TFUE**... Dommage que le mot «**OTAN**» fasse partie de sa «**Constitution**» (art.42 TUE)... Les 3 institutions de l'Union Européenne qui centralisent tous les pouvoirs ne sont **élues par personne**... La gouvernance actuelle doit avoir un «**visage**» plus incarné... innover et de développer des **espaces de dialogue** et de **co-constructions citoyennes**... améliorer la façon dont le **Commun se fabrique**... Les sujets que chaque pays a **délégués**

Gouvernance UE

sécurité sociale, malbouffe, productions locales, bio, soins de proximité

Santé
gardant son modèle de **protection sociale**, fière d'elle même... la **malbouffe** sont une vraie **Grenelle** de l'environnement, l'usage des **pesticides** et autres produits de même nature... **renforcer le tissu humain de proximité**... a augmenté de plus de 10 %.

Environnement
désolant... « Notre monde a changé de dimension » et exige des **comportements de rupture** face à la crise climatique, l'épuisement des **ressources naturelles**, l'accroissement des inégalités –

Pesticide, pollution, agriculture, énergies

langues & formation, valeurs fondatrices, sentiment d'appartenance, nouveaux usages numériques, pub, spécificité culinaires, sport – C'est à l'**école** en tout premier lieu qu'il convient de favoriser l'émergence de ce citoyen européen... commencer à tisser une **autre histoire** pour tresser des racines solides. C'est à ça que servent les **voyages**, ils forgent... une Europe parlant pas moins de **23 langues** et dont... **enseigner** l'histoire et la géographie en anglais, la physique en allemand, les SVT en espagnol et, pourquoi pas, la littérature française du XVIII^{ème} siècle en russe... la **fraternité** étant le liant de la **liberté** et de l'égalité... l'hégémonie de la techno structure, ont primé sur les **valeurs fondatrices** et ont progressivement **éloigné l'Europe de son idéal** et surtout des citoyens... Les rhétoriques en termes de «racines identitaires» sont dangereuses... «**fracture numérique**» il faudrait généraliser des **assistants technologiques** publics... Excellente idée, car une **équipe de football**

Culture

politique économique, fiscalité, & fraude, emploi, monnaie
de **paix** européenne rendu possible par la **coopération économique**... reconsidérer la place de la **croissance** en tant qu'objectif primordial... intérêts économiques nationaux et des **replis xénophobes**... **dumping social** et **fiscal** impressionnant... la liste des **paradis fiscaux de l'UE** enlève d'office les membres de l'UE... le **même salaire** pour le même travail au même endroit...
...coopération paisible et constructive depuis **trois générations**... **Périmètre** de l'Europe ou **frontière** de l'Europe?

Économie

Sécurité
... l'UE doit être capable **d'agir seule**... Aucun pays européen ne peut **assurer seul sa sécurité**... **politique commune de sécurité et de défense** a fait récemment des progrès considérables... Ces progrès sont évidemment dus à la **montée des périls** et aux **doutes** de plus en plus forts sur la garantie américaine..

Migrants
question des migrants n'est pas un sujet numéraire mais bien **culturel**... il faut **accueillir** ceux qui sont dans la **détresse**... **migrants** un émigrant, un **réfugié** ou un terroriste potentiel... «**quotas**» France devait accueillir 30 000 réfugiés elle n'en a accueilli que 4000
OTAN & dépendance européenne, frontières, paix, Craintes et menaces



5. Conclusion et remerciements

Ce travail expérimental a suscité l'adhésion et l'enthousiasme de toutes les parties impliquées dans sa réalisation. Nous remercions les instances gouvernementales d'avoir recouru à une consultation citoyenne d'ampleur en laissant aux citoyens, ainsi qu'aux représentants des territoires, toute latitude pour mener les débats.

Le rendez-vous ne se termine pas ici, en effet, une telle mobilisation entraîne l'obligation dans un futur proche de « rendre des comptes » quant à la masse de résultats remontée par les citoyens. Qu'en sera-t-il de l'utilisation des données ? Est-ce le début d'un travail plus approfondi en termes de méthodologie de consultation citoyenne nationale ? De son côté, le Conseil va remettre ses conclusions à tous les participants au débat numérique via leur mail.

Le Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy va continuer son expérimentation de consultation citoyenne et ainsi améliorer son rôle d'animateur territorial. Pour ce faire, il va s'attacher à se rapprocher de l'ensemble des Conseils de développement de la Région Grand Est via la CRCD¹.

Remerciements :

A **Catherine Créhange**, pour ses caricatures ayant permis de mettre assez de distance avec les sujets complexes traités pour que la parole se délie.

A **Hervé Marchal**, pour la caution scientifique, car toute expérimentation n'a de sens que si elle fait avancer les choses et remet l'ouvrage sur le métier pour nourrir le collectif.

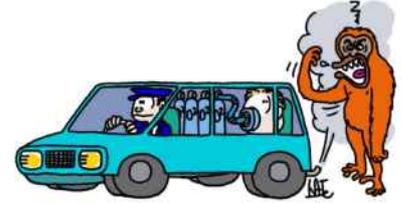
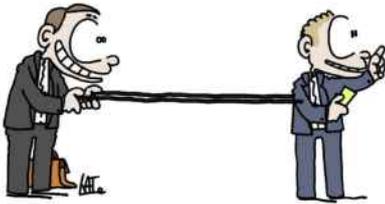
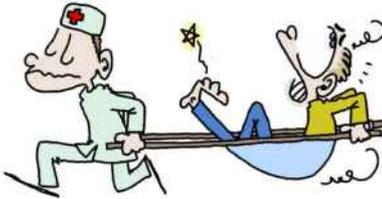
A **Louis Ollagnon et toute l'équipe de CartoDEBAT**, pour leur créativité et leur sens du collectif, merci d'avoir imaginé un outil cartographique de débat facilitant la compréhension des échanges pour la construction du Commun.

Aux **grands témoins** qui ont su initier les débats par des textes engagés pour lesquels ils ont ouvert au monde leur implication, leur militantisme dans la chose publique.

Aux **membres des Conseils de développement durable, et notamment ceux de la Métropole du Grand Nancy**, travailleurs bénévoles de l'ombre qui œuvrent sur leur temps libre à la construction d'un monde meilleur via le Projet de Société.

A **André Rossinot**, président de la métropole et à **Danièle Noël et aux élus métropolitains du Grand Nancy**, qui font souvent confiance aux membres du Conseil pour les accompagner dans les réflexions des sujets structurants du territoire, et d'ailleurs.

¹ Conférence Régionale des Conseils de Développement du Grand Est





Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ?

<https://cartodebat.fr/consultation-europe/>

Consultation
citoyenne numérique

Conseil de développement
durable de la Métropole du
Grand Nancy

DOSSIER COMPLET



30 OCTOBRE 2018

Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy
22/24 viaduc Kennedy
Co 80036
54035 NANCY Cedex
Tél : 03.83.91.81.47
dominique.valck@grandnancy.eu

SOMMAIRE

DOSSIER COMPLET

1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy p10
2. Statistiques p12
3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue Professeur à l'Université de Bourgogne p16
4. Analyse semi-automatisée, la DATAVIZ par l'équipe de CartoDEBAT p27
5. Conclusion et remerciements p46



1. Introduction par Dominique Valck, président du Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy

De longue date, le Conseil de développement durable de la métropole du Grand Nancy défend l'idée que ces instances de démocratie participative inscrites dans l'article 88 de la loi NOTRe sont aussi des lieux apaisés d'animation du débat territorial, des lieux ouverts avec des règles pour co construire le projet de société avec les élus de la République, travailler le concept de Commun, être acteur de son destin.

Ce sont des lieux d'animation de la démocratie territoriale avec l'ensemble des acteurs, visibles et moins visibles pour travailler au quotidien et aux futurs désirables, conscients des paradoxes des uns et des autres. Une distance ressentie du local vis-à-vis de l'Europe, alors que ses décisions impactent le citoyen européen au quotidien, pourtant en omettant parfois les singularités territoriales qui sont la base de la robustesse et de la capacité de résilience des territoires.

Quand nous avons pris connaissance de la volonté du Président de République, reprise par la Commission Européenne, d'ouvrir un débat citoyen sur la refondation de l'Europe, l'occasion a été pour nous d'imaginer une expérimentation et de démontrer la capacité d'un Conseil de développement à jouer le rôle d'animateur du débat territorial. On peut regretter le retard pris dans les territoires en matière d'application de la loi. En effet, suite à la réforme de l'intercommunalité, il devrait exister entre 700 et 900 Conseils de Développement en France, tous acteurs du « tricoté fin démocratique ».

En termes de méthodologie de travail, il nous est apparu nécessaire dans un premier temps en interne, de réfléchir sur les premiers éléments de ressenti et l'envie de « faire Europe » des membres du Conseil. Entre les « eurosceptiques » et les « euroenthousiastes », un champ de valeurs communes était détecté. Il en ressort qu'une Europe sociale et culturelle où le citoyen est au cœur des projets doit prendre le pas sur une Europe principalement libérale et financière où le fonctionnement des Institutions paraît opaque.

Pour construire cette expérimentation le Conseil s'est adjoint la coopération d'une Start'Up locale, CartoDébat, disposant d'un outil, lui aussi expérimental, correspondant bien à l'ambition et à l'esprit de la démarche, avec pour résultat la cartographie du questionnement pour assurer un débat éclairé, sans rien occulter.

Les 6 entrées proposées par le Président de la République et reprises par la Commission Européenne (Unité de l'Europe, Développement durable en Europe, Sécurité en Europe, Europe dans le monde, Innovation en Europe, Prospérité et emploi en Europe) ont fait l'objet d'un travail collectif de réflexion d'où ont émergé

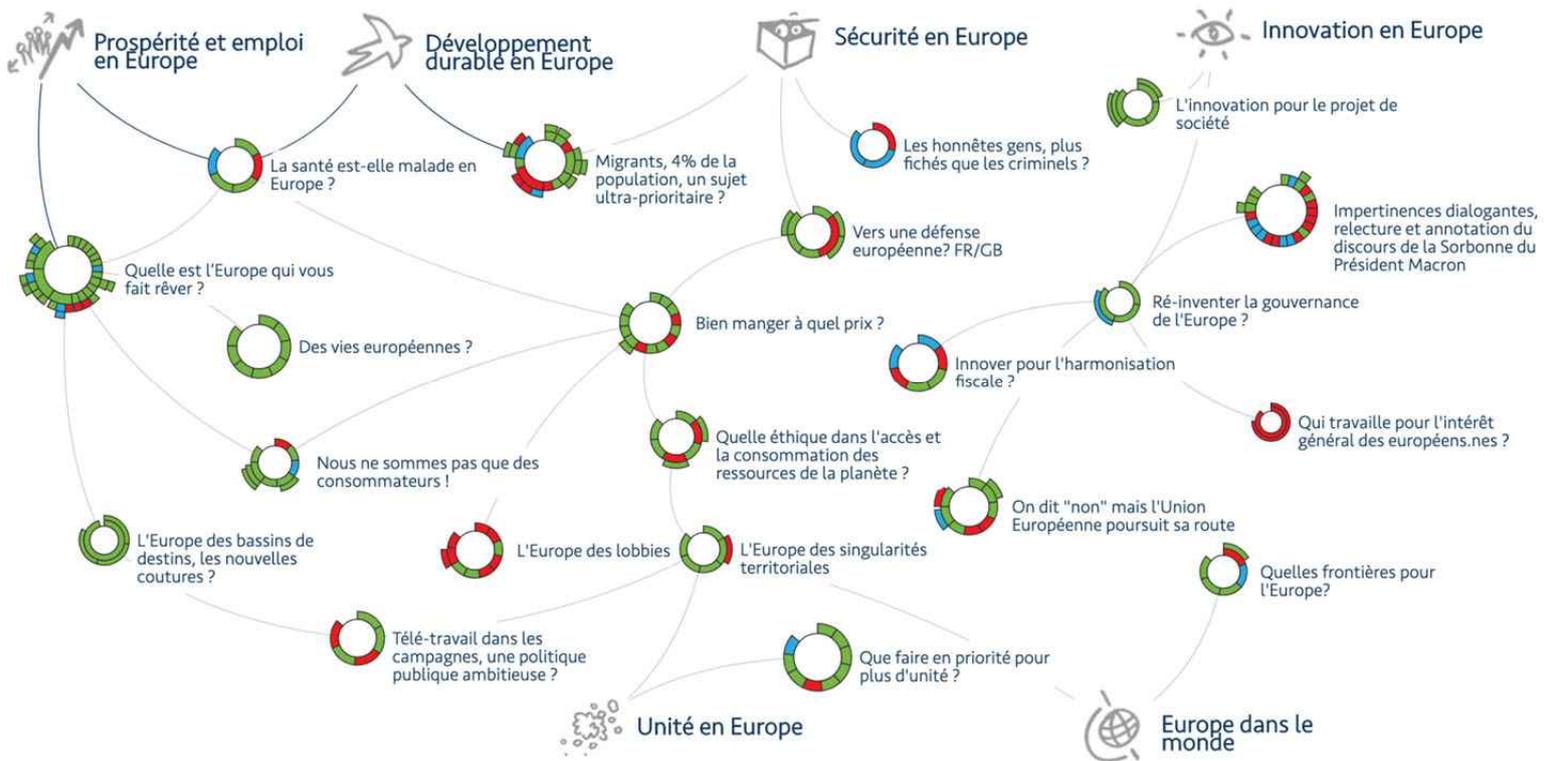
21 enjeux interconnectés. Des sujets sensibles et clivants comme celui des migrants, des lobbies, de la gouvernance, des ressources ou encore de l'évasion fiscale sont apparus. L'intervention du Président de la République, dit « discours de La Sorbonne », fondateur de la vision de l'exécutif, a fait également l'objet d'une mise en débat, exercice qui a permis d'amorcer les échanges sur un sujet, la refondation de l'Europe, pour le moins complexe.

Sur la forme, chaque enjeu donnant lieu à un débat interactif a été ouvert par un texte de mise en perspective par des grands témoins, personnalités engagées, ainsi qu'une illustration volontairement caricaturale. Parmi les grands témoins les plus connus, le président du parlement de la Sarre ou encore le vice-président de l'Assemblée Nationale, qui ont répondu favorablement à la sollicitation du Conseil de développement. Pour « pacifier » les échanges et permettre le débat contradictoire, il nous est apparu nécessaire de demander aux contributeurs de signer leurs propos. L'ensemble « a joué le jeu », seule une personne a choisi un pseudonyme. Les aspects techniques et sociologiques de l'expérimentation sont abordés dans l'analyse qui suit, le Conseil ayant choisi une caution scientifique, il s'est fait accompagner tout au long de la consultation par Hervé Marchal, sociologue professeur à l'Université de Bourgogne.

L'idée de notre outil de débat numérique n'est pas de réduire la démocratie à la « démocratie du clic », par laquelle les technologies du net donnent plus de pouvoirs aux individus au détriment de la construction collective. Les Conseils de Développement ne pensent pas que la réponse au désenchantement démocratique des citoyens se trouve dans les outils de démocratie directe qui annihilent le débat. Le numérique ne devrait être qu'un outil d'augmentation du débat et de la qualité démocratique en complément de démarches présentiels d'information, d'échange et de construction.

Au travers de cette expérimentation qui a duré pour le Conseil presque 6 mois, et le débat numérique en lui-même 7 semaines (du 20 août au 12 octobre 2018), le Conseil de développement a joué son rôle d'animateur du débat territorial. Sujet complexe dans un temps si contraint, la question de la refondation de l'Europe et de son avenir a permis de faire émerger des préoccupations et des attentes plus que des solutions. Cela constitue la base d'un travail à poursuivre tant au niveau national que des territoires. Les Conseils de développement souhaitent s'inscrire dans une expérimentation qui pousserait encore plus loin les lignes de la consultation citoyenne sur les sujets constitutifs du Projet de Société.

2. Statistiques

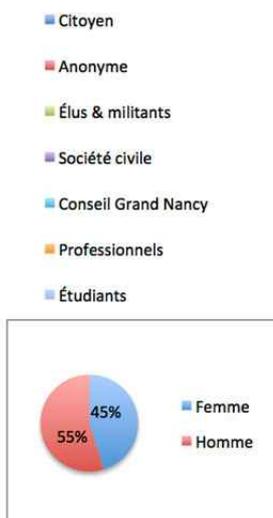


Cartographie des débats et liens avec les thématiques

Sur chaque débat, le graphique en rayons de soleil permet de visualiser l'évolution des débats avec en rouge les arguments en « désaccord » avec les contenus mis en débat ou les autres contributions, en vert les arguments en « accord » et en bleu les « réserves ».

Les contenus des débats sont toujours visibles sur : www.cartodebat.fr/consultation-europe

Profils indiqués par les 150 personnes et entités (villes, associations, etc.) inscrites



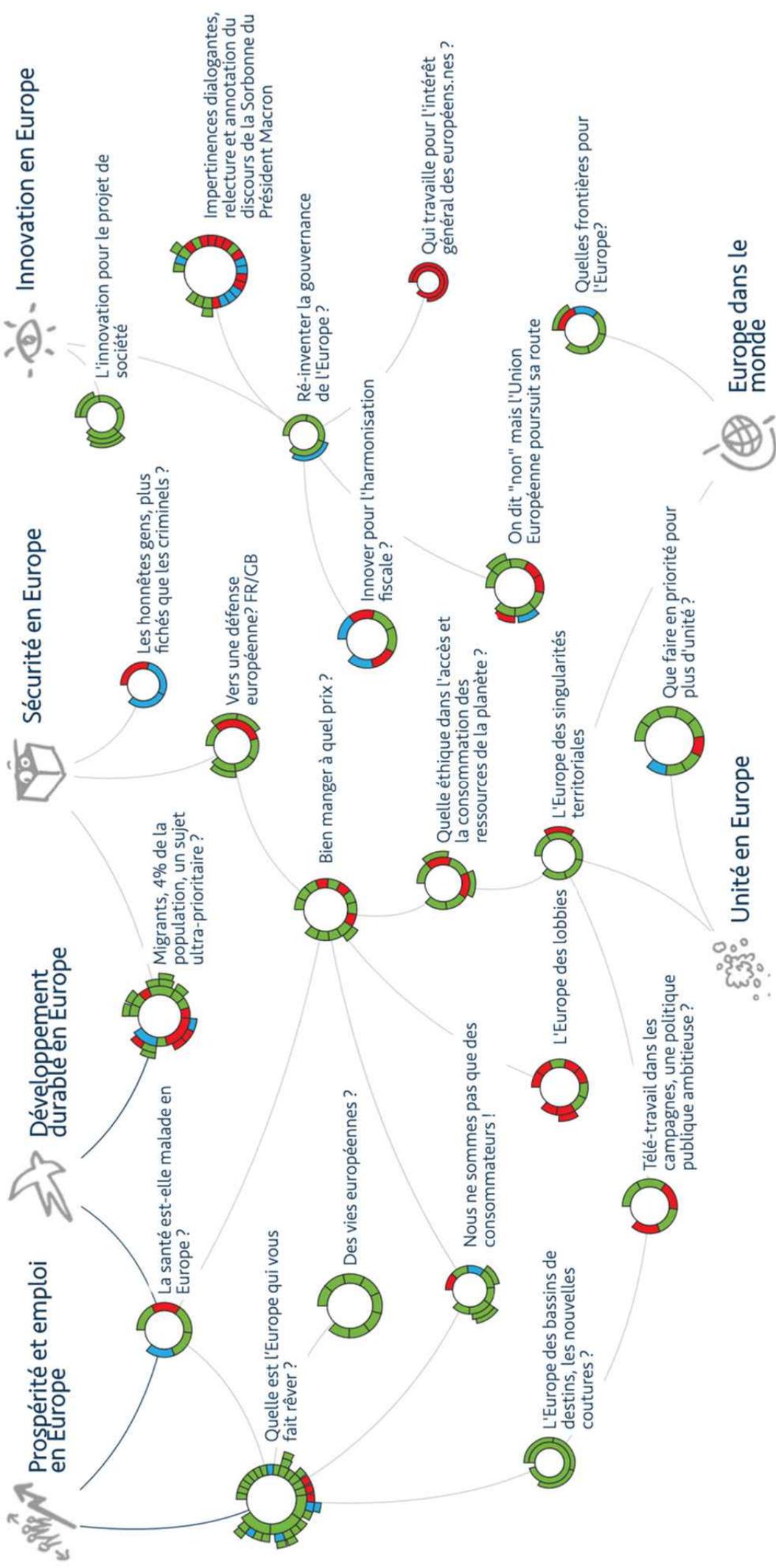
218 contributions argumentées ont été publiées

143 974 signes soit une moyenne de 660 signes par contribution

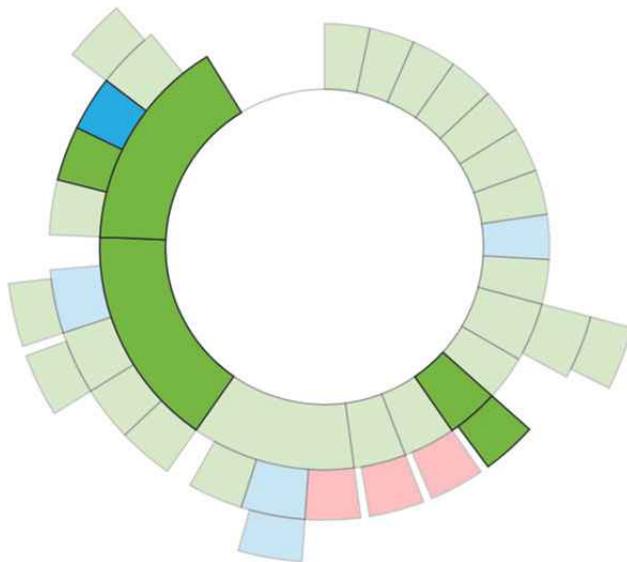
7,24 minutes durée moyenne de chaque visite sur la plateforme

41 code postaux indiqués dans 6 régions

13 partenaires pour la diffusion dont l'Observatoire International de la Démocratie Participative



Exemple d'usage de l'interface de supervision sur le débat « quelle est l'Europe qui vous fait rêver ? »



40 posts, 21 participants

sociale 6



Les fonctions de supervision pour afficher le nuage de mot de chaque débat et le graphique en rayon de soleil sont accessibles à tous les participants.

Sur le graphique, la majorité des contributions sont « vertes ». C'est-à-dire en accord avec les contenus mis en débat et les autres contributions déjà publiées.

Deux contributions ont particulièrement fait réagir avec une forte adhésion au propos. Ces deux contributions contiennent le mot « sociale ».

Partenaires qui ont participé à la diffusion de la consultation



3. Supervision scientifique par Hervé Marchal, Sociologue Professeur à l'Université de Bourgogne

**Analyses sociologiques suite à la consultation citoyenne
numérique sur « Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ? »,
du lundi 20 août 2018 au vendredi 12 octobre 2018**

Le sens d'une démarche idéal-typique pour analyser la forme et le contenu d'une telle consultation

La typologie des logiques d'expression et des publics présentée ici est idéal-typique dans le sens où elle est un tableau simplifié de la réalité pour mieux rendre visibles certaines dimensions de la réalité socio-politique actuelle. L'intérêt analytique de cette typologie procède de sa relative distance par rapport à la totalité des énoncés bien trop complexe dans sa réalité première pour nous permettre de dégager sans aucune aide conceptuelle des dimensions significatives eu égard au sujet traité.

Pour paraphraser Max Weber², il faut insister sur le fait que les logiques d'expression et des publics identifiées ici sont idéal-typiques puisque obtenues à partir d'énoncés très divers tant du point de vue de leur contenu que de leur forme. Elles ne prétendent à rien d'autre qu'à fournir une illustration du paysage social actuel quant à un sujet précis, en l'occurrence l'Europe. Ce n'est donc pas une typologie réaliste que nous proposons. Il s'agit en effet de figures construites et destinées à rendre saillants des traits fondamentaux de celles et ceux qui se sont exprimés suite à cette question : « Quelle est l'Europe qui vous fait rêver ? »

C'est dire si par extension l'identification de ces logiques d'expression et des publics permet de saisir les obstacles relatifs au vivre ensemble, à la compréhension de l'Autre, à l'organisation d'un monde commun, et à la représentation d'un horizon de sens respectueux aussi bien du singulier – de la différence – que de l'universel – de l'indifférence. Dès lors, l'enjeu inhérent à l'identification de ces logiques idéales-typiques est non seulement théorique et social, mais aussi et surtout politique.

Les typologies présentées ici ont été construites suite à une analyse collective des énoncés. Elles s'appuient donc sur un travail d'interprétation mené à plusieurs à partir de l'ensemble des énoncés produits et postés. Elles ont été forgées suite à une analyse des occurrences. A

2

Weber Max, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Paris, Plon, 1967, p. 68.

cet égard, les logiques, bien qu'idéale-typiques, n'existent que rapportées aux énoncés réels. Ce point est important car il rappelle que cette façon de procéder est pertinente dès lors qu'elle ne propose pas de caractéristiques trop abstraites destinées inexorablement à se détacher de toute réalité vécue. Car comme l'écrivait à ce propos Simmel, « quand la logique perdant le contact avec la matière des faits dont elle n'est que l'expression schématique prétend tirer d'elle-même une science qui se suffise, le monde qu'elle construit et le monde réel se contredisent nécessairement »³.

Les résultats de l'analyse se veulent ici, en dépit de leur volonté généralisante, en lien très étroit avec les expressions réelles des contributeurs au débat social.

Identification de quatre logiques principales d'expression

Nous avons repéré quatre logiques d'expression structurant les énoncés.

Note : Une même personne peut dans un même énoncé développer plusieurs logiques d'expression puisqu'il ne s'agit là que d'une typologie construite afin de rendre visible et de synthétiser le réel. Par exemple, pour chercher à intégrer les autres dans ses idéaux et horizons de sens, il faut argumenter, voire aller dans l'émotionnel, de sorte que dans un même énoncé, logique d'enrôlement, argumentative et émotive peuvent se mélanger. Mais parce que les logiques sont ici les plus saillantes, il s'avère qu'une logique domine souvent un énoncé.

- Logique émotive/réactive

Cette logique est repérable lorsqu'il y a des phrases souvent courtes accompagnées de ponctuations telles que des points d'exclamation et/ou d'interrogation, des points de suspension....

Elle est aussi identifiable à travers des mots tels que « dommage », « quelle tristesse... », « je m'indigne.. »

Comme son nom l'indique, cette logique renvoie à des émotions exprimées souvent de façon directe, sans détour. Pour autant, il peut arriver que dans le cours des énoncés les émotions ne soient pas brutes et se mélangent avec d'autres registres d'expression.

- Logique argumentative, éclairée et de connaissances

Cette logique est à l'œuvre dès lors qu'apparaît une structuration dans l'argumentation, des développements structurés et logiques pouvant faire intervenir des conjonctions de coordination telles : mais, car, or, ni... Par extension, tous les développements structurés faisant intervenir d'autres éléments de coordination (enfin, en outre, par ailleurs, de plus, aussi, ainsi...) renvoient à cette logique argumentative.

3

Simmel Georg, *Sociologie et épistémologie*, Paris, PUF, 1981, p. 190.

De fait, pour argumenter, contredire, insister, exemplifier..., il faut disposer de connaissances, c'est pourquoi cette logique est indissociablement argumentative et éclairée. On ne peut argumenter sans être éclairé.

- **Logique prescriptive**

Cette logique renvoie à des prescriptions, à des avis tranchés, à des opinions et autres convictions qu'on voudrait voir davantage partagées. Elle est repérable dans les phrases où il y a les mots suivants : « Il faudrait... », « il faut... », « il est nécessaire de... », « je voudrais que.. », « il est souhaitable que... »

Cette logique est donc souvent liée à des positions morales exprimées clairement, positions se traduisant par des postures normatives ou prescriptives. De même qu'un médecin fait des prescriptions à ses patients, de même le participant au débat énonce des prescriptions à l'endroit des autres citoyens.

- **Logique d'enrôlement et imaginative**

Cette logique est repérable à partir du moment où le contributeur s'exprime en disant : « Je rêve que... », « je crois en... », « j'imagine que ... », « un monde meilleur est à construire... »

Cette logique invite à créer ensemble un monde meilleur, elle cherche à « enrôler », à intégrer dans son scénario, sa fiction politique, ses idéaux, ses rêves, ses projets de société, les autres contributeurs et citoyens. Elle fait appel à un imaginaire qu'on veut partager et voir se réaliser.

NOTE : Trois logiques beaucoup moins importantes accompagnent celles présentées ci-dessus :

- **Logique de questionnement** et interrogative qui renvoie à un rôle (assumé ou non) de candide, de naïf. Dès lors, l'énoncé correspond à une ou des questions.
- **Logique de souscription** ou de non-souscription qui se traduit par des « d'accord », « pas d'accord », « je conteste que... ».
- **Logique d'information** et/ou de témoignage qui est destinée à donner des informations, des adresses, des contacts...

Identification de quatre publics principaux

Les quatre types de public identifiés sont en lien très étroit avec les quatre logiques d'expression.

Note : Une même personne peut très bien se trouver tantôt parmi les prescripteurs, tantôt parmi les connaisseurs ou autre. Ces profils idéal-typiques de public sont là encore, il faut le rappeler, des construits analytiques et il ne s'agit en aucun cas de catégoriser réellement, et donc de chosifier, celles et ceux qui se sont exprimés. Ce ne sont pour le dire autrement que des repères commodes qui permettent d'y voir plus clair.

- Les réactifs

Ils se démarquent en ce qu'ils s'expriment en réagissant à des propos déjà tenus. Ils n'énoncent pas un premier avis mais se contentent de valider ou d'invalider les énoncés d'autrui. Ils peuvent servir de traducteurs en décodant ou en disant autrement ce qui a déjà été formulé. Dans ce sens, ils sont précieux pour faire vivre le débat et le rendre accessible ou compréhensible en commentant, détournant, réinterprétant ou braconnant les propos existants.

- Les connaisseurs

Ils mettent en avant des ressources, des connaissances, des informations et mobilisent des textes de loi, chartes, Traités, bref des documents réglementaires. Ils usent d'arguments d'autorité fondés sur une expertise informée. Ici, le discours argumenté, justifié, domine et s'impose comme mode d'expression. Les connaisseurs ne partent pas de leurs expériences, de leur ressenti, de leurs propres « enquêtes » (Dewey), mais fondent leur propos sur des sources objectivées et donc légitimes. Ce sont les plus nombreux lors la présente consultation (avant les prescripteurs). Les connaisseurs sont de fait des passeurs d'information.

- Les prescripteurs

Ils s'expriment en étant normatifs, prescriptifs, c'est-à-dire qu'ils n'hésitent pas à dire ce qu'il faut faire. Ils bénéficient manifestement d'une légitimité sociale qui les autorise à donner leur avis sans ambages. On aurait aussi pu les appeler les moralisateurs, ou pour reprendre une expression chère aux sociologues : les entrepreneurs de morale.

- Les imaginatifs

Ils sont finalement les seuls, et très peu nombreux il faut l'avouer !, à répondre de manière précise à l'énoncé même de la consultation. Ils ont formulé leurs rêves et ont parfois imaginé un autre monde. Ils ont alors encadré leur vision de l'Europe dans leur parcours de vie, dans leurs expériences personnelles, dans leurs idéaux propres. C'est ici le JE qui prévaut, un JE qui rarement correspond à un individu qui à partir de son imaginaire, de ses valeurs, assume de dire et de faire le monde de demain en suivant elle ou telle orientation.

Identification de trois types de contenus

- **Contenus relatifs aux enjeux politiques**

Les contenus qui soulèvent des enjeux politiques se rapportent aux idéaux (dévoqués, oubliés) fondateurs de l'Europe, aux initiatives qui visent à « recoller l'Europe avec le citoyen », aux enjeux de la gouvernance, à l'unité de l'Europe. Il s'agit également de formuler et de défendre clairement des principes communs (fraternité, liberté, défense commune). Inversement, parfois ce sont des principes prêtant le flanc à la critique, qui font débat donc, qui sont mis en avant : libéralisme économique, fédéralisme, mécanismes européens antidémocratiques...

Parallèlement, les contenus politiques peuvent consister en des propositions explicites pour faire autrement l'Europe (principe d'humanité, démocratie participative, démocratie étendue, taxation de la finance...), en des orientations explicites (nouveaux modèles de démocratie, droit à l'expérimentation...).

Enfin, quand les participants ont développé des arguments d'ordre politique, des logiques de crainte, de méfiance envers l'Europe (technocratie) ont été formulées. Par exemple, de nombreux débats sur la défense, les aspects militaires, les budgets de la défense sont soulevés.

- **Contenus relatifs aux institutions technocratiques**

Les développements qui ont trait aux institutions technocratiques consistent essentiellement en une critique forte des institutions, de la technocratie avec tous ses règlements, des inégalités, des élites qui veulent diriger sans écouter. L'Europe de ce point de vue est loin de faire rêver, elle pose question, indignes et agace. Pire, elle est vue comme étant à l'origine de nombreux maux de notre société.

Du coup, un droit à l'expérimentation peut être posé en tant que tel pour innover, penser autrement et réactualiser l'idée européenne.

- **Contenus relatifs à l'histoire et à la société**

Les contenus relatifs à l'histoire et à la société se rapportent aux grands idéaux qui ont présidé à la fondation de l'Europe. Ils sont rappelés pour en mesurer toute l'importance mais aussi pour en dénoncer la perte. C'est dès lors une nostalgie qui est visible ; nostalgie d'une Europe qui s'est oubliée elle-même, qui a bradé ses valeurs de solidarité entre le politique, la culture et les institutions, qui s'est écartée de ses pères fondateurs animés par le souci d'instaurer la paix. La thématique de la paix est soulevée pour insister sur l'importance du projet européen et pour montrer tout ce qu'il peut apporter. C'est pourquoi la situation actuelle qui voit l'Europe se détourner de certains de ses idéaux est vivement dénoncée. L'inquiétude est alors de mise.

Les grands types de ressources sur lesquelles les participants s'appuient pour fonder leur avis par ordre décroissant :

- 1/ Documents réglementaires et institutionnels : Chartes, Traités, Textes de lois...
- 2/ Indicateurs économiques : PIB, indicateurs de bien-être, de qualité de vie, cours des monnaies, taux de financiarisation/bancarisation...
- 3/ Référents spatiaux : pays, territoires, nations, entités supranationales
- 4/ Droits fondamentaux relatifs à l'être humain : liberté, mobilité, résistance politique...
- 5/ Institutions : Ecole, OTAN, administrations...
- 6/ Rapports d'experts et de recherche (très rare)

Note : On le voit, les participants se sont appuyés sur des objets et des éléments non-humains. Autrement dit, le vécu, les expériences de chacun, ce que vit le citoyen du quotidien n'a quasiment pas été mobilisé lors de cette consultation. On fait parler les indicateurs, les textes de lois pour fonder une opinion mais assez peu les individus eux-mêmes, excepté quelques thématiques comme la migration ou le travail notamment.

Leçons à en tirer :

1. **L'Europe ne fait pas rêver** et pourtant le mot « rêve » est introduit dans le titre même de la consultation du Conseil de développement. On aurait pu s'attendre à des effets inducteurs, mais rien de tout cela ne s'est produit. Dans l'ensemble de la consultation, quasiment personne ne propose de scénarios, de fictions, de « films » à réaliser, d'horizons à inventer.
2. On note également un faible encastrement biographique des débats, c'est-à-dire **qu'on sait très peu de choses de la vie des personnes**. Autrement dit, l'identité personnelle est certes présente mais déclinée à travers des positions, des opinions mais pas des témoignages et des histoires de vie. C'est donc l'identité statutaire (institutionnelle) qui prévaut ici. Cela veut dire que les développements ne sont pas reliés à des contenus biographiques comme si l'Europe était vue comme trop éloignée et ne parlait pas à l'individu réel : au citoyen du quotidien. L'Europe est vue comme TROP : technocratique, lointaine, financiarisée, élitiste...
3. Tout se passe comme **si le citoyen européen n'était plus au centre mais uniquement les « citoyens nationaux »**. Le citoyen européen continue à exister uniquement quand on se réfère à des principes fondamentaux (paix, libre circulation des biens et des personnes, démocratie...), mais du coup le quotidien est le grand oublié des débats. **L'Europe est vue comme une instance qui s'adresse aux banques, aux institutions, aux élites et non aux gens du quotidien**. Ou alors le quotidien est soulevé quand l'Europe y fait obstacle (règlements, poids de la finance...). L'Europe ne fait pas sens pour le citoyen du quotidien. Le citoyen du quotidien se sent oublié,

ou en tout cas loin des instances qui font l'Europe et que sont l'Europe (crise grecque).

4. Il faut prendre en compte la question suivante : comment le **citoyen du quotidien** qui se sent si loin de l'Europe, et qui ne sait pas la finalité exacte et la temporalité globale d'une telle consultation, peut-il être motivé à écrire, à débattre, à énoncer des avis, d'autant plus que l'expression personnelle, de sa vie, de soi, de ses soucis ne correspond pas au format initial de la consultation ?
5. Il est important de noter que les très rares fois où il y a des questionnements naïfs qui ont été formulés, traduisant une logique d'ouverture et de disponibilité à des avis et opinions alternatifs, il n'y a pas eu de réaction. Alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que ces énoncés interrogatifs jouent le rôle de **nœuds de débats et de réactions**, il n'en est rien.
6. **Les acteurs politiques eux-mêmes ne semblent pas concernés par le rêve européen.** Seuls quelques très rares élus ont participé au débat en dépit d'un intérêt affiché. 577 députés ont été interpellés pour une seule participation. Malgré les relances effectuées le Conseil de développement durable, seulement trois réponses ont été reçues suivies de très peu d'effets.
7. Cela pousse à rejoindre la thèse selon laquelle **l'Europe ne peut pas vraiment faire sens dans la mesure où les élites ont d'abord construit un marché, un univers économique, bien avant de construire un monde social et culturel** qui n'existe toujours pas et qui servirait de support à une identité commune. Et jamais une monnaie commune n'a servi au cours de l'histoire de support identitaire en tant que tel. C'est l'inverse qui prévaut puisque les monnaies ont toujours été encadrées politiquement en figurant des personnages historiques centraux (le Louis d'or, le Napoléon...) et symboliquement en figurant des tableaux, des peintres, des écrivains... A ce propos, les économistes Aglietta et Orléan ont parlé de l'euro comme d'une « énigme monétaire » parce que justement désencadrée historiquement et culturellement. Une monnaie est certes marchande mais son origine ne peut être qu'institutionnelle et symbolique. Une monnaie est avant toute chose un fait politique et culturel.

Pistes analytiques :

- La privatisation de la vie ? Repli sur la sphère privée ?

L'actualité des analyses de l'historien A. de Tocqueville semblent encore très actuelles. Celui-ci soulignait combien l'égalité des conditions de vie est à l'origine de la démocratie, mais cette égalité une fois acquise, les individus tendent à se replier sur la sphère privée pour laisser « la grande société » à elle-même : entendons entre les mains de quelques-uns, ce qui peut conduire au despotisme. Autrement dit, la démocratie va de pair avec un certain individualisme et risque de conduire à l'isolement de chacun et à l'éloignement de la vie publique et politique.

La démocratie peut donc favoriser le repli sur soi, sa famille, ses amis : « A mesure que les conditions s'égalisent, il se rencontre un plus grand nombre d'individus qui, n'étant plus assez riches ni assez puissants pour exercer une grande influence sur le sort de ses semblables, ont acquis cependant ou ont conservé assez de lumières et de biens pour pouvoir se suffire à eux-mêmes [...]. Ils se figurent volontiers que leur destinée tout entière est entre leurs mains. » Bien évidemment notre société actuelle est le théâtre d'inégalités, mais force est de constater qu'elle n'a cessé de s'enrichir depuis la Seconde Guerre mondiale et qu'elle a généré un confort de vie sans précédent qui une fois acquis est ardemment défendu... en privé. Les débats argumentés et informés sont dès lors perçus comme inutiles car « on » n'en voit pas la portée directe, les conséquences... En clair, l'impression que cela ne sert à rien peut dominer...

- La sacralisation de EGO et culture de l'expressivité émotive ?

Les sociétés contemporaines sont dans une large mesure des sociétés d'individus individualisés qui mettent au centre de leur vie eux-mêmes, leur espace de sens intérieur, leur Ego si l'on préfère. Cela ne veut pas dire que tout le monde est devenu égoïste, mais qu'on ne participe qu'à ce qui nous permet de nous exprimer à la première personne en communiquant ses émotions, son ressenti. Le succès des émoticônes est instructif car il révèle que les émotions ont pris le pas sur la raison. Or, un tel débat sur l'Europe exige une argumentation et non une expressivité spontanée (faut-il permettre des réactions spontanées sur un tel site de débats ?)

A partir du moment où l'on n'est pas sûr d'être vu, d'être en première ligne, l'individu contemporain a l'impression que les instances et lieux d'expression ne participent pas de son épanouissement. Cela est dès lors vu comme une perte de temps. L'important aujourd'hui est d'être en mesure de négocier, de s'exprimer, de donner son point de vue, de faire valoir ce qui vaut comme individu, d'importer dans le monde du « nous » (du statut, des règles impersonnelles, du temps collectivement organisé) son « je ». Le sacré n'est plus extérieur à l'individu (Dieu, la société, les institutions), il correspond à sa Vie, à ses valeurs, en un mot à ce qui anime au plus profond la personnalité.

Ce qui compte, ce n'est pas vraiment l'identité statutaire mais l'identité personnelle. Or, participer à **un tel débat va de pair avec des contraintes et met en avant de la connaissance liée à une position dans l'espace social, à son statut, à ses accès faciles à différentes sources d'informations... Mais ce qui compte dorénavant, on l'a dit, c'est de s'éprouver soi-même dans son ressenti, ses émotions** : nous assistons au « sacre du profane » synonyme de banalisation du génie individuel.

Le slogan qui pourrait résumer cela est : « Chacun doit donner son point de vue qui le vaut bien en tant que personne originale, unique et singulière ». Or, là encore, ce qui compte dans un tel débat, ce n'est pas de se mettre en scène (en montrant ses exploits, ses qualités, ses désirs), d'où un décalage parfois ressenti avec ce que beaucoup espèrent quand ils s'expriment lors de cette consultation : être reconnu dans ses capacités d'expertise sans formuler des avis propres, personnels. Cela entre en contradiction avec les TIC qui génèrent un formidable brouillage des frontières entre vie privée et vie professionnelle : ce qu'on veut, c'est être reconnu dans toute son épaisseur en tant que Soi, et pas uniquement pour des idées politiques !

La logique émotive constatée suite à nos analyses ne répond pas à ces attentes ; elle correspond à des temps courts et à des émotions rapidement exprimées... Il s'agit ici d'une logique émotive minimale !

Note : Question des identités de présentation

Une tension entre les identités statutaires d'élu et de citoyen est à souligner : deux élus ont participé au débat en s'identifiant comme citoyen. Cette tension est à réfléchir pour la suite. **Comment se présente-t-on dans de tels débats ?** Qu'est-ce qui est finalement attendu ? Des avis d'élus, de citoyens, de personnes, d'habitants, de travailleurs navetteurs, de citoyens du quotidien comme on les a appelés précédemment ?

- **Discours argumentés *versus* parole du citoyen quotidien**

Ce que donne à voir nos analyses, ce sont plutôt des discours argumentés, savants, construits. Or, les discours sont par définition non personnel et reposent sur des arguments objectifs. C'est la verticalité sociale qui préside dans un discours entendu comme une forme d'énoncé articulé autour d'arguments d'autorité et d'expertise.

Cela étant précisé, **ce qu'il s'agit de prendre en compte, de permettre et même de susciter lors d'une telle consultation, c'est la *parole de l'individu*.** Ce point est intéressant à souligner dès lors que l'on revient sur la distinction conceptuelle établie en linguistique entre la langue et la parole. Alors que la langue, dont les discours correspondent à une mise en forme très établie, figée et reconnue, renvoie à des conventions sociales, générales, impératives et instituées extérieures au sujet, la parole est de nature « psycho-physique » et correspond selon Ferdinand de Saussure à un acte « individuel de volonté et d'intelligence ». Autrement dit, la parole correspond à une mise en forme singulière du monde, de son expérience.

Au regard de cette distinction, il faut poser de manière explicite, sans détours, la question de savoir ce qui intéresse le législateur et, plus largement, celles et ceux qui animent et confectionnent une telle consultation. Il nous semble que si c'est le vécu ou l'expérience du citoyen quotidien qui est visé, alors c'est bien la parole de l'individu, parole comprise comme un acte découlant d'un individu singulier, conscient de ses usages, de ses idées et capable de mettre en mots son expérience unique.

Autrement dit, l'attendu social et politique n'est-il pas focalisé sur un individu au parcours de vie unique, avec ses valeurs et pratiques, qui structurent le rapport au monde de chacun ? La parole n'est pas imposée, elle est libre, elle est censée refléter l'authenticité du sujet. Dans ce sens, le linguiste Claude Hagège, dans son ouvrage *L'homme de paroles*, rappelle combien « la parole » de l'individu ne peut être réduite à ce que lui impose sa communauté d'appartenance et révèle la liberté d'un sujet humain qui est toujours plus que ce qu'on attend de lui.

Note : Il semble que l'absence de témoignages individuels lors de cette consultation (récits, expériences, ressentis...) est signe fort d'une parole citoyenne très peu développée au profit de discours argumentés. **Est-ce que cette absence de parole citoyenne est à l'origine du fait que les sous-thématiques de la consultation telles l'alimentation, les mobilités ou les migrations n'ont pas connu le succès escompté alors qu'elles concernent tout le monde ?**

- L'imposition de fait d'une culture de l'écrit

De fait, un tel format de consultation de débats ne permet pas (ou presque) de rencontres directes, et plus encore de relations orales. **De fait, une culture de l'écrit, graphique, s'impose ici. Or, pour un certain nombre d'individus, le débat oral est plus aisé car plus maîtrisé.** On peut faire passer plus facilement ses idées mais surtout ses émotions, son expressivité individuelle... Et puis l'inévitable question de l'accès d'une telle consultation à celles et ceux qui ne maîtrisent pas notre langue est de fait posée : quid de leurs opinions, de la possibilité de témoigner ?

- Des coûts d'entrée dans un débat politico-numérique ?

Logiquement, il faut donc identifier suite à ces analyses des « coûts d'entrée dans un tel débat numériquement organisé. Trois ordres des coûts peuvent ici être identifiés :

. **Coût d'ordre technique** lié au fait que participer au débat suppose un temps pour apprivoiser le site, pour en comprendre tous les artifices et les subtilités.

. **Coût d'ordre cognitif** lié au fait que participer au débat suppose d'être informé, de s'appuyer *a minima* sur des ressources informationnelles pour argumenter. Rappelons suite à nos analyses que la logique argumentative est la plus présente. C'est ici qu'opère sûrement une forme d'auto-censure suite à la peur de ne pas être en mesure d'écrire un propos digne de ce nom surtout derrière d'autres textes « brillants » car argumentés. En outre, il faut souligner ici ce qui a pu être un frein à l'expression de chacun : le fait d'avoir mis en avant des « des têtes de gondoles » pour les textes d'ouvertures afin de délimiter les enjeux ... Cela a pu en impressionner certains et en rebuter d'autres pour critiquer le texte d'une personnalité. Comment se sentir légitime à intervenir alors que des avis très informés sont déjà formulés ? Comment se sentir légitimer à commenter ce qui l'est déjà de façon précise ? N'y aurait-il pas un ici un effet d'auto-limitation d'autant plus fort que l'affichage de personnes (re)connues a pu conduire à penser qu'il fallait argumenter sans exprimer des avis trop personnels.

Note : Prendre en compte la légitimité : en quoi ma vie est-elle suffisamment intéressante pour que je donne mon avis ? A quoi ça sert de donner son avis, ses expériences sur un tel site de débats ?

. **Coût d'ordre temporel** lié au fait que participer au débat suppose d'y consacrer du temps alors que les individus sont « compressés » et pris dans une accélération forte des rythmes de vie (analyses de Hartmut Rosa).

- Peur de laisser des traces ?

Dans une société où « vendre de la peur » est normal pour assurer les individus par rapport à presque tout et pour rassurer, où l'on sait que **la Toile est exposée à des utilisations détournées, frauduleuses...**, la peur de laisser des traces sur la toile peut expliquer la réticence de certains à s'engager dans de tels débats.

En outre, laisser des traces est risqué car le numérique rend le monde « bavard » : les algorithmes récitent et commentent l'homme à partir de rapprochements de données hétérogènes (base de données) D. Cardon a bien insisté sur ce point dans son ouvrage *A quoi rêvent les algorithmes ?* (Seuil, 2015) : « La logique algorithmique colle à ce que font les individus en considérant, de façon très conservatrice, qu'ils sont rarement à la hauteur de leurs désirs. En préférant les conduites aux aspirations, les algorithmes nous imposent ce réalisme efficace. Ils nous emprisonnent dans notre conformisme. »

Cette peur de laisser des traces peut être d'autant plus forte ici, dans un tel débat, que la crainte de se faire « agraffer » ou « épingleur » par des acteurs extrêmement engagés est sûrement à prendre en compte ; et ce d'autant plus que les débats ne sont pas anonymisés ! Enfin, discuter, débattre avec des personnes non connues pose la question de la confiance et par extension de la méfiance.

Note : deux types de confiance sont à préciser suite à N. Luhman : d'une part une **confiance personnelle** dans l'autre et d'autre part une **confiance systémique** dans la technologie. **Une telle consultation a l'originalité (mais aussi l'inconvénient ?) de reposer sur ces deux types de confiance.**

Préconisations :

- **Expliciter les règles et les finalités** de façon très précise car être sollicité pour de nombreuses consultations dans en connaître le fonctionnement précis et les objectifs peut décourager...
- **Inviter très explicitement et directement à écrire des scénarios**, des fictions politiques, des rêves, des idéaux ; à raconter des histoires à faire...
- **Inviter à s'exprimer avec ses propres mots** même s'ils ne sont pas conformes aux règles de discours policés et argumentés. La parole dans laquelle le ressenti et les expériences peuvent être exprimés devrait être pleinement sollicitée, invitée. Il faut faire comprendre que les moyens d'expression peuvent être variés (penser d'autres formats d'expression ?)
- **Susciter des débats collectifs** : à ce propos, un exemple est intéressant car il consiste en une réponse collective du Conseil de Développement de Metz qui a débattu avant de répondre en présentiel. Ce point est important à souligner car il rappelle que le débat numérique peut être un outil d'augmentation en face-à-face et nourrir du débat en présentiel pour ne pas piéger les initiatives en cautionnant indirectement la démocratie du Clic...
- **Partir de l'individu, du citoyen quotidien en tant que tel, de lui-même, de son existence, pour formuler une invitation du type** : « **MON EUROPE POUR DEMAIN** » ; « **L'EUROPE TELLE QUE JE LA VOIS** » ; « **MON EUROPE A MOI** »...

4. Analyse semi-automatisée, la DATAVIZ par l'équipe de CartoDEBAT

Thèmes – mots clés – et extraits des propos du débat annotés selon : AVIS FAIT IDÉE

Rejets & Traités UE, Elections, Démocratie participative, Lobby, Confédération européenne, unité, Souveraineté

Nous devons **remettre les traités sur la table** et les rouvrir... nombreux **dénis de démocratie** qui émaillent les évolutions de l'union européenne sont une cause majeure de l'abstention... entité politique, l'Union Européenne qui n'a de corps que par ses **traités, TUE et TFUE**... Dommage que le mot «**OTAN**» fasse partie de sa «**Constitution**» (art.42 TUE)... Les 3 institutions de l'Union Européenne qui centralisent tous les pouvoirs ne sont **élues par personne**... La gouvernance actuelle doit avoir un «**visage**» plus incarné... innover et de développer des **espaces de dialogue** et de **co-constructions citoyennes**... améliorer la façon dont le **Commun se fabrique**... Les sujets que chaque pays a **délégués**

Gouvernance UE

sécurité sociale, malbouffe, productions locales, bio, soins de proximité

Santé
 gardant son modèle de **protection sociale**, fière d'elle même... la **malbouffe** sont une vraie **Grenelle** de la question des migrants... depuis le la **retardement**... **renforcer le** l'environnement, **tissu humain de** l'usage des **pesticides** et **proximité** autres produits de même nature **numéraire mais bien** a augmenté de plus de 10 %. **Cons** **culturel**... il faut **désolant**... «**Notre monde a changé de** **accueillir** ceux qui sont **dimension**» et exige des **comportements de rupture** face à la crise climatique, l'épuisement des **ressources naturelles**, l'accroissement des inégalités – **Environnement** dans la **détresse**... **migrants** un emigrant, un **réfugié** ou **Migrants** terroriste potentiel «**quotas**» France devait accueillir 30 000 réfugiés elle n'en a accueilli que 4000

Pesticide, pollution, agriculture, énergies, humanisme, détresse, témoignages, quotas, critères d'acceptation, éthique de l'altérité, causes

langues & formation, valeurs fondatrices, sentiment d'appartenance, nouveaux usages numériques, pub, spécificité culinaires, sport – C'est à l'**école** en tout premier lieu qu'il convient de favoriser l'émergence de ce citoyen européen commencer à tisser une **autre histoire** pour tresser des racines solides. C'est à ça que servent les **voyages**, ils forgent... l'Europe parlant pas moins de **23 langues** et dont.... **enseigner** l'histoire et la géographie en anglais, la physique en allemand, les SVT en espagnol et, pourquoi pas, la littérature française du XVIII^{ème} siècle en russe... la **fraternité** étant le liant la **liberté** et de l'égalité... l'hégémonie de la techno structure, ont primé sur les **valeurs fondatrices** et ont progressivement **éloigné l'Europe de son idéal** et surtout des citoyens...

Culture
 Les rhétoriques en termes de «**racines identitaires**» sont dangereuses.... «**fracture numérique**» il faudrait généraliser des **assistants technologiques** publics... Excellente idée, car une **équipe de football**

Économie
 & fraude, emploi, monnaie projet de **paix** européenne rendu possible par la **coopération économique**... reconsidérer la place de la **croissance** en tant qu'objectif primordial... intérêts économiques nationaux et des **replis xénophobes**... **dumping social** et **fiscal** impressionnant... la liste des **paradis fiscaux de l'UE** enlève d'office les membres de l'UE... le **même salaire** pour le même travail au même endroit...

Sécurité
 ...coopération paisible et constructive depuis **trois générations**... **Périmètre** de l'Europe ou **frontière** de l'Europe? ... l'UE doit être capable **d'agir seule**... Aucun pays européen ne peut **assurer seul sa sécurité**... **politique commune de sécurité et de défense** a fait récemment des progrès considérables... Ces progrès sont évidemment dus à la **montée des périls** et aux **doutes** de plus en plus forts sur la garantie américaine..

Migrants
 OTAN & dépendance européenne, frontières, paix, Craintes et menaces



Synthèse thématique du débat «l'Europe de vos rêves» - 30.10.18

Annotation de sélections de propos avec les tags suivants :



AVIS

avis, sentiment,
valeurs, spécificité culturelle, personnelle
incertitude
(accepté comme partial et potentiellement faux)

FAIT

fait, événement,
technologie, phénomène
diagnostic
(vu comme potentiellement vrai)

IDÉE

idée, créativité, intuition, proposition, projet

Exemple

AVIS Tout comme l'harmonisation fiscale, je crains que dans le cadre des traités actuels

FAIT 22 pays de l'UE sont membres de l'OTAN, dont la France.

IDÉE éliminer tous les pesticides qui augmentent les frais de santé et diminue le ...

Gouvernance UE

Rejets & Traités UE

«référendums» On ne peut pas résoudre le problème institutionnel en éludant le vote français du 29 mai 2005. Rien ne serait plus dangereux que de vouloir creuser davantage le fossé entre les citoyens et l'Europe.

[...] on a commencé à se tromper à partir du traité de Nice, puis du traité de Lisbonne. L'Europe est devenue illisible, et ses dirigeants n'ont pas su déterminer une stratégie claire, forte et solidaire face à la crise.

Nous devons remettre les traités sur la table et les rouvrir.

Danièle Noël - Élu(e)

Domage que le mot «OTAN» fasse partie de sa «Constitution» (art.42 TUE).

Imaginerions-nous indépendamment si dans notre Constitution Française figurerait «USA» ?

Georges ABITBOL - Citoyen, adhérent et militant de l'UPR

«Les Français votent non lors du référendum sur le Traité Constitutionnel européen en 2005 et pourtant le gouvernement, dans un déni de démocratie, fait adopter par le Parlement le texte à peine modifié...»
Il faut davantage de référendum, mais surtout en tenir compte.

Laurent Garcia - Citoyen

Il y a un gros sujet de responsabilité sur le rejet européen par de nombreux citoyens, et ce rejet puise ses forces dans le fonctionnement actuel.

Jean-marc Misert - Citoyen

Il faudrait aussi se demander dans quelle mesure les gouvernements nationaux assument ou non l'imputabilité des décisions qu'ils sont parfois heureux de pouvoir faire assumer à l'UE. L'Europe, ce sont certes des élus européens, mais ce sont aussi des élus nationaux : il existe en outre des dynamiques entre eux.

Romain Pierronnet - Citoyen

Le problème n'est-il pas également l'utilisation que font les pouvoirs publics du référendum ? N'entendons-nous pas parfois des appels au vote «pour» ou «contre» destiné tantôt à soutenir la politique du pouvoir en place, tantôt à le sanctionner ?

Romain Pierronnet - Citoyen

Les nombreux dénis de démocratie qui émaillent les évolutions de l'union européenne sont une cause majeure de l'abstention et du désintérêt des citoyens pour une politique qui se conduit en dehors d'eux. 'est une Europe libérale qui répond à une aspiration à une Europe sociale; Cherchez l'erreur !!!

Michel JEAN - membre du conseil de développement durable du grand Nancy

Le problème vient peut-être de l'abandon de notre souveraineté suite à Maastricht.

[...] Espérons ne pas tomber dans un monde comme le décrit Mr Bessard plus haut qui en substance dit «vaut mieux une dictature de vo-

éclairée qu'un simulacre de démocratie aboutissant à un choix imposé.» faisant penser à du Rocard. En somme c'est choix imposé ou choix imposé. Espérons qu'il y ait d'autres alternatives...

2007 a été l'imposition de 2 traités : TFUE et TUE, et tout traité contient une clause de sortie.

Georges ABITBOL - Citoyen, adhérent et militant de l'UPR

en 2005 le gouvernement a joué avec le feu, il a perdu, et mauvais joueur n'a pas assumé. Blair a fait de même avec le Brexit, mais a assumé. En gros ce sont des pyromanes persuadés de pouvoir éteindre l'incendie, ... je me dis que cela est effrayant de lancer des consultations ayant ces portées, c'est jouer aux dés.

Jean-marc Misert - Citoyen

cessez donc le confusionnisme en qualifiant une entité politique, l'Union Européenne qui n'a de corps que par ses traités, TUE et TFUE, ses institutions administratives, commission, parlement et banque, du nom EUROPE qui qualifie un continent territorial aux frontières définies.

Jean Paul VIDAL - Citoyen

Elections

Les 3 institutions de l'Union Européenne, et non l'Europe territoire géographique, que sont la Commission Européenne, la Banque Centrale Européenne et la Cours de Justice Européenne qui centralisent tous les pouvoirs ne sont ÉLUES PAR PERSONNE, et quand les pouvoirs législatifs, exécutif et monétaire sont concentrés dans un seul pouvoir, ça s'appelle une DICTATURE.

Jean Paul VIDAL - Citoyen

La gouvernance actuelle doit avoir un «visage» plus incarné, concret, lisible, reconnaissable. Autrement dit, doit s'incarner dans une personne et une équipe identifiables par tous les Européens, élue par les Européens.

Françoise LATOUR - Citoyenne, enseignante, anciennement journaliste, auteure

[...] et bien sur avoir un vrai représentant de l'Europe avec un président élu par l'ensemble des européens

denis reboul - Citoyen

L'Europe d'a pas de visage, elle n'est que chiffres et variables vue des pays. Mais avoir un seul président ou présidente, non,[...] pour l'Europe j'imaginerai plus une équipe de 3 personnes issues de trois pays qui s'exprimeraient toujours ensemble, l'un sous le regard croisés des deux autres pour que les dérapages ou maladrotes soient tout de suite reprises et que l'équipe donne un sentiment de solidarité capable d'assumer la controverse. Qu'ils soient des exemples d'intelligence collective en quelque sorte ! [...]

Angèle Bono - citoyenne

La génération Erasmus est née avec l'UE. L'UE est devenue une telle évidence pour la jeune génération qu'elle se retrouve tel Obélix tombé tout petit dans la potion magique : elle ne mesure plus sa force.

C'est une formidable avancée de voir cette génération européenne. C'est aussi un risque. Celui qu'ont connu les jeunes britanniques qui étaient favorables au « remain » et n'ont pas jugé nécessaire de se déplacer pour aller voter.

Danièle Noël - Élu(e)

Plutôt que de multiplier les couches du mille feuilles, pourquoi ne pas créer des parlementaires nationaux siégeant, à mi ou tiers temps au parlement européen, un peu comme pour les conseils communautaires ou métropolitains qui sont formés à partir des conseils municipaux ?

ÉBAT - page 2

'il est question de l'éthique politique des élus, mais dans le cas présent de la gouvernance de l'Europe, la réflexion doit aussi s'appliquer à l'ensemble des instances détenant du pouvoir de décision et pour l'essentiel composées de personnes nommées et non élues.

Le pouvoir exécutif, en l'état la Commission, n'est pas issu d'un processus d'élection et le citoyen ne dispose donc pas de moyens de sanctions s'il n'est pas d'accord.

En l'absence de contre pouvoir, les facettes les plus néfastes et nébuleuses des lobbies peuvent s'exprimer très tranquillement.

Dominique Valck Citoyen

[...] Je pense qu'il n'y a aucune issue dans une instance supranationale caractérisée par le pouvoir dominant des technocrates (commissaires de tous bords) qui l'ont prise en otage et par une majorité d'élus politiques plus ou moins acquis à un néo libéralisme de plus en plus tenté par l'extrémisme de droite.

[...] De la même façon qu'il faut une nouvelle constitution à la France, une VIème République, qui selon moi devrait bannir la politique comme profession, il est tout aussi vital d'inventer une union européenne qui soit le lieu et le moyen d'une régulation entre les peuples.

[...] Une nouvelle union européenne ne peut exister si elle est l'affaire de femmes et d'hommes politiques professionnels, toujours préoccupés par leur réélection et leur pouvoir. Cela est encore plus vrai pour les fonctionnaires européens dotés de pouvoirs démesurés.

Pour cela les solutions sont simples : Un seul mandat pour les élus, des contre pouvoirs citoyens à tous les niveaux

manuel rodrigues-martins citoyen

[...] une campagne électorale véritablement européenne, avec la déclinaison dans les Etat du projet européen tel qu'il est présenté, et quel impact sur les pays.

Le suffrage universel direct pour l'élection du Président doit être privilégié.

Laurent Garcia Citoyen

Démocratie participative

[...] S'il est difficile de faire marche arrière avec le poids de la « technostructure » européenne, des modalités de compensation pourraient être proposées, en octroyant, un réel pouvoir de décision au Parlement européen et en confiant une mission aux parlementaires consistant à animer la participation citoyenne ; o Également, le frein induit par la nécessité d'un consensus, devrait toutefois permettre l'innovation, et de fait, autoriser un droit à l'expérimentation bilatérale dans le but d'un effet démonstrateur.

[...] une implication effective du citoyen, à la fois dans la construction du projet européen et dans le copilotage de sa mise en œuvre. Il s'agirait, par exemple, de remplacer la saisine / initiative citoyenne européenne (nécessitant 1 million d'européen dans 7 pays), par un processus plus accessible aux citoyens et respectant les valeurs fondatrices.

Marie-Claude MALHOMME Bureau du Conseil de Développement Durable de Metz Métropole

*Proposition collective

Il faut donc réinventer une nouvelle gouvernance, proche des gens, plus que des peuples et davantage encore de ses gouvernants. Il faut ré-instaurer de vrais débats publics! les citoyens possèdent encore ce degré de conscience nécessaire à l'avenir du monde et le prouve au quotidien.

david grandjean Citoyen membre du C3D du grand nancy

[...] Quant à la gouvernance actuelle, il faut sans doute donner plus la parole aux peuples et moins à quelques personnes de la commission ou des bureaux à Bruxelles ou Strasbourg qui imposent des règles, et des orientations qui ne rendent pas plus heureux le plus grand nombre.

Pascal CAUCHIN Citoyen

[...] Il faudrait aussi qu'une organisation indépendante, sans a priori, honnête, intègre (j'arrête car on va aboutir à un profil inexistant) dresse le vrai bilan de l'Europe pour tous les peuples. On a besoin de vérité après tous les mensonges reçus depuis des décennies. Voir les arguments qui ont conduit le Royaume Uni à voter le Brexit ! [...]

Jean-Pierre Thomesse Citoyen

Tout à fait d'accord. Il faudrait augmenter la part de démocratie participative (Conseils de développement, Conseil citoyens, CESER...) dans la gouvernance européenne.

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

si et seulement si elle est acceptée, reconnue par les élus...

olivier blaise citoyen

Un projet européen social et démocratique reste donc à définir. Il doit être l'affaire des peuples, condition essentielle de sa réussite. Pour cela, il faut reconnaître un rôle et une place majeurs à la société civile. Et encore faut-il donner le temps au débat, ainsi que les moyens d'innover et de développer des espaces de dialogue et de co-constructions citoyennes.

Patrick TASSIN Président du CESER Grand Est

[...] parmi les lobbies il y a aussi les associations, les ONG, les Conseils de développement, les collectivités territoriales, etc. Non, je pense que la réponse est plus dans un encadrement strict des relations élu - lobby (y compris les voyages offerts, les dîners au restaurant, les cadeaux ...), et dans la mise en place, pour chaque question importante, d'un lobby citoyen, par exemple sous forme de consultation en ligne.

Pierre Guillaume citoyen - engagé au Pacte civique

x2

Il nous faut trouver de nouvelles formes démocratiques qui permettent l'expression des idées et des préoccupations des citoyens et des organisations où ils s'engagent, et leur prise en compte par les institutions.

Pierre Guillaume citoyen - engagé au Pacte civique

Toute la question est d'améliorer la façon dont le Commun se fabrique. [...]

Des innovations récentes nous donnent quelques pistes : les débats décentralisés organisés dans le cadre des consultations citoyennes sur l'Europe, le questionnaire en ligne de la Commission européenne, et surtout la manière dont il a été élaboré (panel de 100 citoyens européens tirés au sort).

Pierre Guillaume citoyen - engagé au Pacte civique

Lobby

on sait que ces **lobbyistes** agissent par nature du côté obscur du pouvoir; du côté sensible de l'homme de pouvoir [...] Il est temps que **chaque enjeu soit publiquement débattu lors de consultation citoyenne directe**. Il semble maintenant que les citoyens soient bien souvent plus **visionnaires** que nos décideurs dans leurs ébats, pardon débats!

david grandjean Citoyen membre du C3D du grand nancy

n'oublions pas qu'au-delà des **lobbies**, c'est aussi la responsabilité des décideurs en tant qu'individus, citoyens et représentants [...] On est là dans des considérations d'**éthique politique** qui portent sur les élus, ainsi que sur la conception que se fait l'élu de la fabrication de ce qui bien et/ou vrai.

Romain Pierronnet Citoyen

Qui **garanti** que les conséquences de telle ou telle pression ne seront pas assumés par la **collectivité** ?

Il ne relève pas de la théorie du complot de rappeler avec quelle facilités **Monsanto** faisait signer et garantir la non toxicité de certaines de ses molécules vedettes par des scientifiques peu scrupuleux

Le **citoyen** doit pouvoir prendre sa place, sous différentes formes organisées (pas contrôlées) pour **amener du commun** dans le projet de société et cette nécessaire refondation de l'Union Européenne.

Dominique Valck Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

« ... influencer les pouvoirs politiques dans un **sens favorable au Commun** » Du coup l'idée de fabriquer un **lobby citoyen** avec les organisations dont la loi lui permet de disposer comme les Conseils de Développement <http://www.conseils-de-developpement.fr/>, préservé des egos, pourrait devenir séduisante.

Dominique Valck Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

Quand l'argent et les profits dominent l'humain, le vers est dans le fruit et les intérêts particuliers priment sur l'**intérêt général** (santé, agro-alimentaire, nucléaire, armement, ...). Les **lobbyistes** sont certes des experts, mais des experts partisans.

Michel JEAN membre du conseil de développement durable du grand Nancy

Lobby ce terme voué au gémonies, qui incarne pour beaucoup, le mal absolu n'est en fait que la réalité civilisée du trafic d'influence. Dans la majorité des pays du monde le trafic d'influence se confond avec la **corruption passive ou active**

Le trafic d'influence est une constance des société humaine et la base du jeux politique, les **lobby visibles** et reconnus permette de faire apparaître les enjeux économiques et sociaux.

Les **partis politiques** les **syndicats** sont des sortes de lobby.

Tournon Jean Jaques Citoyen

La rédaction de **texte de loi** ou de **circulaire** peut paraître simple et logique mais c'est rarement le cas. Il y a toujours une grande différence entre les intentions d'une loi et la réalité de son usage, l'emplacement d'une simple virgule peut avoir des conséquences inattendues.

Tournon Jean Jaques Citoyen

[...] parmi les **lobbies** il y a aussi les **associations**, les **ONG**, les **Conseils de développement**, les **collectivités territoriales**, etc.

Non, je pense que la réponse est plus dans un encadrement strict des **relations élu - lobby** (y compris les voyages offerts, les dîners au restaurant, les cadeaux ...), et dans la mise en place, pour chaque question importante, d'un **lobby citoyen**, par exemple sous forme de **consultation en ligne**.

Pierre Guillaume Citoyen - engagé au Pacte civique

Surprenante absence, dans ce débat revisité de point d'entrée vers une probablement nécessaire **politique agricole commune** apaisée et concertée, **problématique planétaire** en lien avec chacun des 6 grands thèmes imposés ! Censeurs 1 - Lobbies 0 !

Jean-Pierre KLEIN Citoyen

Confédération européenne

[...] - est-ce que la notion d'**Europe fédérale** est à prôner ? est-ce le fonctionnement du Conseil Européen qui empêche de construire l'Europe ?

- peut-on envisager une alternative à l'Europe fédérale ? une Europe à plusieurs vitesses ? C'est une possibilité réaliste, mais qui va à l'encontre de l'idée de redistribution. Une construction progressive remet en cause le système de **valeur**, notamment la solidarité. [...]

Marie-Claude MALHOMME Bureau du Conseil de Développement Durable de Metz Métropole

*Proposition collective

[...] Je rêve d'une **confédération européenne** avec sans doute un nombre restreint de pays unis par des **valeurs communes**, au service des grands équilibres internationaux.

Michel JEAN membre du conseil de développement durable du grand Nancy

Fédération ou **Confédération**? espect des souverainetés nationales, ou souverainetés, partagée, déléguée, etc.? Capacité à exercer cette souveraineté?

[...] La **Suisse** peut-elle nous servir d'exemple? C'est une confédération qui ressemble beaucoup à une fédération. L'UE inventera peut être un nouveau modèle adapté à sa devise :

- **unité** dans le domaine étatique,

- **diversité** dans le respect des **Nations** historiques au plan **culturel**?

[...] Par ailleurs, je suis un peu réticent à l'idée d'agir à partir d'un petit nombre de pays. C'est l'Europe à plusieurs vitesses, qui peut favoriser les grands et exclure les petits. [...]

Patrice MOMPEYSSIN Association EuroDéfense-France, secrétaire général

Unité

Le projet des pères fondateurs de l'union européenne s'éloigne au profit des **intérêts économiques nationaux** et des **replis xénophobes**. En période de turbulences, l'Europe, au lieu d'offrir un front uni par des **politiques économique**, étrangère, de défense, sociale et fiscale communes, développe la concurrence entre états membres.

Michel JEAN membre du conseil de développement durable du grand Nancy

la **paix**, la **libre circulation des personnes**, la **monnaie commune**, la possibilité de se faire soigner dans un pays voisin (spécialiste) et

être remboursé par la sécurité sociale de son pays, promouvoir l'apprentissage de la langue du voisin immédiat dans les écoles, plus de projets de coopération transfrontaliers etc.....sont des ingrédients pour une Europe des citoyens

Robert ALLMANG : membre du conseil de développement arrond.SARRE-GUEMINES

«Le sentiment d'appartenance à l'Europe» Le dernier EUROBAROMETRE indique que plus de la moitié des citoyens européens disent se sentir attachés à « l'Union européenne » (56%). Mais 89% se sentent attachés à leur « ville ou village » et, surtout, 93% se sentent attachés à leur « pays ». A des degrés divers on peut donc se sentir à la fois attaché à l'Europe et à son pays. Cela ne se commande pas, c'est personnel et il faut le respecter. C'est aussi cela la diversité. Certains se sentent d'ailleurs maintenant citoyens du Monde et sautent «l'étape européenne», ce qui est dommage

Patrice MOMPEYSSIN : Association EuroDéfense-France, secrétaire général

La force de l'Europe repose sur ses diversités, ses singularités et cela est quasiment le reflet d'une loi naturelle ... Plus un système est diversifié plus il est robuste, capable d'adaptation voire de résilience.

Dominique Valck : Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

Souveraineté

On entend souveraineté nationale, populaire ... alimentaire ... Peu-être que l'idée d'indépendance serait plus parlante, ou moins sujette à interprétations? ... Je ne sais pas.En tous les cas quand on parle d'indépendance, on comprend plus facilement l'idée suivante, celle des interdépendances. Et un système robuste, résilient, capable d'évolution comme souhaiterait l'être l'Union Européenne doit être construite sur des interdépendances voulues et comprises.

Dominique Valck : Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

Une Europe ne peut vraiment être souveraine si les états qui la composent le sont toujours pleinement. Il faut trouver le moyen de la rendre vraiment souveraine, que les états acceptent de renoncer à certaine souveraineté. **Les sujets que chaque pays a délégués à l'Europe ne sont pas les principaux**, et tant que chacun pourra fixer ses règles, on ne pourra parler d'une Europe souveraine. Une Europe unie ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Si on a éprouvé le besoin d'ajouter unie à souveraine, c'est bien parce qu'elle n'est ni souveraine ni unie ! En effet, si elle était souveraine, elle serait forcément unie, ou sinon unie, ses volontés seraient unes.

De là à extrapoler et dire que si on a ajouté « démocratique » aux deux qualificatifs précédents ... c'est bien parce qu'elle ne l'est pas. En conclusion, le titre est un objectif que je partage plus qu'une réalité actuelle

Dominique BESSARD : Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

Culture

langues & formation

[...] C'est à l'école en tout premier lieu qu'il convient de favoriser l'émergence de ce citoyen européen, de favoriser sa prise de conscience politique au sens le plus noble du terme, à la fois individuelle et collective. Aller vers l'autre, connaître l'autre, apprendre de l'autre, parler la langue du voisin [...]

Danièle Noël Élue

Ces échanges doivent débuter bien avant le cycle supérieur. En connaissant les cultures, ce sont les jeunes qui porteront une Europe plus humaniste et moins « éclatée ».

Laurent Garcia Citoyen

Le problème est que les dispositifs d'échanges européens (type Erasmus) concernent une certaine population de jeunes accédant à des études supérieures et sélectionnés sur la base de critères déterminés.

Il convient de promouvoir des modes d'échanges pour que le plus grand nombre de jeunes (ou moins jeunes) puisse vivre l'expérience de se considérer comme européen, sans quoi, l'identification est complexe.

Marie-Pierre DEREHEL Citoyenné, membre du C3D

Ce sont elles ces racines là, qui seules pourraient protéger l'Europe de l'érosion de ses valeurs grignotées par le ressac du populisme. Il faut dès maintenant commencer à tisser une autre histoire pour tresser des racines solides. C'est à ça que servent les voyages, ils forgent... L'Europe.

Chyc Polhit MAMFOUMBI Un conteur africain naufragé du « Tout Monde » | Non-européen mais « europhile »

« passage de post-adolescent à jeune adulte » Si pour certains Erasmus représente un échange de culture, de formation, un apprentissage des langues et des coutumes étrangères, pour beaucoup cela représente aussi la liberté, la prise de distance avec les enseignants attirés et l'émancipation du joug parental.

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

Hormis pour la peinture, la sculpture et la musique, comment créer un ciment dans une Europe parlant pas moins de 23 langues et dont la langue implicitement universelle est celle d'un pays en instance de départ de l'Union ?

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

Renforcer les échanges, passe d'abord par la maîtrise des langues ; Généraliser les classes bilangues dès la maternelle, ça ne coûte pas plus cher qu'une classe traditionnelle, deux professeurs des écoles chacun dans sa langue s'occupent de deux classes à mi-temps. Concrétiser ces apprentissages par une immersion dans le pays étranger le plus tôt possible. Poursuivre à l'école primaire en enseignant certaines matières et en pratiquant certaines activités dans la langue étrangère.

Jean-Pierre Thomesse Citoyen

Les langues sont à utiliser et non à apprendre. D'où l'intérêt des

échanges Erasmus, des stages linguistiques d'immersion et des cours dispensés en langue étrangère. Avoir des professeurs et des vacataires étrangers pour enseigner l'histoire et la géographie en anglais, la physique en allemand, les SVT en espagnol et, pourquoi pas, la littérature française du XVIII^{ème} siècle en russe.

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

[...] Oui à la non mixité des écoles pour ceux qui le souhaitent mais non aux écoles coraniques. Nos racines, notre histoire, notre petite Europe doivent être préservées.

anonyme AVERTI Citoyen

il est urgent que les écoliers, dès leur jeune âge, soient persuadés des atouts et attraits des autres pays européens, et arrêtent de rêver des Etats-Unis.

Laurent Garcia Citoyen

valeurs fondatrices

FAIT [...] quid des valeurs fondatrices éthiques de l'Europe au regard de leur évolution actuelle

Initialement l'Union Européenne a été fondée sur une logique économique (1951 Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier - CECA). Logique louable, car elle a permis une certaine stabilité ; la volonté étant surtout d'éviter les conflits. Mais l'esprit fondateur était lié à la situation de l'époque et ne se projetait pas dans un futur lointain. Il n'était donc pas conçu pour répondre aux périls de la situation d'aujourd'hui, notamment écologiques. Les valeurs fondatrices de l'idée européenne figurent dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales (4 novembre 1950) reprise par la Charte des droits fondamentaux (adoptée le 7 décembre 2000 - mise en œuvre par le traité de Nice) : dignité, Liberté, Égalité, Solidarité, Citoyenneté, Justice. C'est le Conseil de l'Europe qui est garant de ces valeurs, mais il a peu de pouvoir (les conventions du Conseil de l'Europe n'ont pas de caractère obligatoire).

[...]

Malgré une croissance du PIB interne des nouveaux entrants, le temps nécessaire pour constater une réelle efficacité des politiques de cohésion n'a pas permis de voir ces territoires améliorer les conditions de vie de leurs populations à hauteur des autres pays européens, avant que d'autres problématiques ne s'imposent, comme la crise économique, les questions migratoires. Ces coups de boutoirs successifs ont conduit les peuples européens à douter de la capacité de l'institution européenne à mettre en œuvre au quotidien et auprès de tous, les droits fondamentaux.

[...]

La logique économique, l'hégémonie de la techno structure, ... ont primé sur les valeurs fondatrices et ont progressivement éloigné l'Europe de son idéal et surtout des citoyens et de leurs espoirs.

Il n'y a pas ou plus de ligne continue entre l'UE et le citoyen.

[...] Malgré une croissance du PIB interne des nouveaux entrants, le temps nécessaire pour constater une réelle efficacité des politiques de cohésion n'a pas permis de voir ces territoires améliorer les conditions de vie de leurs populations à hauteur des autres pays européens, avant que d'autres problématiques ne s'imposent, comme la crise économique, les questions migratoires. Ces coups de boutoirs successifs ont conduit les peuples européens à douter de la capacité de l'institution européenne à mettre en œuvre au quotidien et auprès de tous, les droits fondamentaux.

[...]

être plus sensible aux enjeux sociétaux qu'aux enjeux économiques,

Marie-Claude MALHOMME Bureau du Conseil de Développement Durable de Metz Métropole

AVIS il est bon de rappeler qu'il existe quelques principes fondamentaux sur lesquels on ne peut pas transiger en tant que français : liberté, égalité, fraternité, laïcité.

Romain Pierronnet Citoyen

La fraternité étant le liant de la liberté et de l'égalité. bien plus qu'expliquer: favoriser le vivre ensemble, les projets communs, de travail avec la différence, l'Autre..

olivier blaise citoyen

sentiment d'appartenance

«Le sentiment d'appartenance à l'Europe» Le dernier EUROBAROMETRE indique que plus de la moitié des citoyens européens disent se sentir attachés à « l'Union européenne » (56%). Mais 89% se sentent attachés à leur « ville ou village » et, surtout, 93% se sentent attachés à leur « pays ». A des degrés divers on peut donc se sentir à la fois attaché à l'Europe et à son pays. Cela ne se commande pas, c'est personnel et il faut le respecter. C'est aussi cela la diversité. Certains se sentent d'ailleurs maintenant citoyens du Monde et sautent «l'étape européenne», ce qui est dommage

Patrice MOMPEYSSIN Association EuroDéfense-France, secrétaire général

Je crois au pouvoir totémique capable de transcender les frontières physiques et culturelles. Aujourd'hui le terme «Occident» renvoie à l'Amérique du Nord à l'Australie et à l'Europe de l'ouest alors que ce sont des entités géographiques et culturelles bien distinctes.

Cependant l'organisation antagonique du monde pendant la guerre froide est venu déterrer un totem enfoui qui avait su fédérer tous ces peuples autour d'un commun «PATRImonia» (La notion de patrie s'entend déjà en filigrane).

C'est ce commun qu'il faut découvrir dans une Europe éminemment plurielle et discontinuée. [...] Savoir qui on est collectivement, tel est le chemin vers la terre des aïeux, le commencement de la patrie Europe. [...]

Chyc Polhit MAMFOUMBI Un conteur africain naufragé du «Tout Monde» |Non-européen mais «europophile»

.A quand un débat de fond sur une éthique de l'altérité qui conjugue attachement à des valeurs, à des identités et ouverture au monde ? Les rhétoriques en termes de «racines identitaires» sont dangereuses, car elles donnent l'impression que tout est déjà fait et que notre horizon de sens est de coller à ce qui a existé avant. Non, les identités sont à construire bien plus qu'elles ne sont construites : et construire un monde sans beaucoup d'«autres», est-ce vraiment un monde ?

Hervé M scientifique

Cela me paraît essentiel. Déployer à l'infini la place de l'altérité ; en comprendre les ressorts, ce qu'elle apporte pour soi, pour l'autre et à la construction.

Marie-Pierre DEREHEL citoyenne, membre du C3D

nouveaux usages numériques

Attention à la «fracture numérique». Le tout «administratif-numérique» ne risque-t-il pas de créer des déserts d'usagers, par manque d'équipements, de connexion, de formation, d'assistance. À l'instar des écrivains publics, trop rares et trop méconnus, il faudrait généraliser des assistants technologiques publics, siégeant dans des lieux publics tels que mairies ou centres administratifs, afin d'assister (et/ou former) les citoyens non équipés ou peu accoutumés à l'utilisation des nouvelles technologies.

Dominique BÉSSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

Faire apparaître l'intelligence artificielle comme un nouveau champ de recherche relève plus de l'ignorance que de la stratégie ! Depuis plus de 40 ans, de nombreux laboratoires ont travaillé pour aboutir aujourd'hui à la grande diffusion des concepts et outils grâce aux GAFAs. On a ici plus besoin de régulation que de soutien à une innovation de rupture.

Jean-Pierre Thomesse Citoyen

Internet est invisible pour les administrations locales, pas de bâtiment, pas de parking, pas de personnel, pas de chiffre d'affaire, pas de bénéfice donc rien de taxable. On peut même dire que c'est une sorte de démocratisation de l'évasion fiscale. Outre la nuisance liée au transport, cette nouvelle forme de consommation dévitalise les cœurs de ville et délite les liens sociaux.

Tournon Jean Jaques Citoyen

Si les objets connectés, la domotique, les robots peuvent apporter une aide substantielle aux personnes isolées en améliorant leur sécurité et en favorisant les gestes de la vie quotidienne, [...] mais la place doit être faite encore plus largement à la relation d'aide humaine, aussi imparfaite soit elle... Car elle entretient la relation dont chacun a besoin pour vivre, et qui fait tant défaut aux personnes isolées.

Annelise Sanon Citoyenne

Pass culture : les jeunes pourront commander des livres sur Amazon mais devront les retirer... en librairie ? [...] est-ce que le gouvernement a bien compris la transformation et la protection des libraires

olivier nouveau citoyen

Il faut absolument redensifier les campagnes, et pour cela, le numérique et le travail chez soi ou à proximité de chez soi, même dans les campagnes devient une formule intéressante. Les imprimantes 3D permettent de faire des productions décentralisées et de proximité.

Certaines unités industrielles, pourraient produire et envoyer dans les campagnes, les pièces à assembler pour réaliser les produits finis à consommer à proximité.

Ceci n'est qu'un exemple. Les avantages de la décentralisation sont nombreux : plus ou peu de déplacements trajet travail, gains financiers car tout est moins cher (logement, etc...), la e médecine permettra de se soigner partout, l'enseignement pourra se faire pour des petits groupes rassemblés, à distance, etc...

kann boras éditeur durable

Envisager les campagnes comme seulement des «outres-terres» fonctionnelles en périphérie des grandes centralités reviendrait à les réduire à ces colonies de peuplement (ou d'exploitation par le télétravail) au service des grandes métropoles.

Chyc Polhit MAMFOUMBI Un conteur africain naufragé du «Tout Monde» |Non-européen mais «europophile»

PUB

Modèle dépassé : le problème est que la «pub» fait partie du XXème siècle, pas du XXIème siècle. [...] elle augmente le prix des produits [...] les médias qu'elle finance, nous entretiennent savamment dans l'idée d'une sur-consommation, nous créant des besoins que nous n'avons pas.

[...] Proposition de «pub» pour notre XXIème siècle. Au lieu de vendre des produits, on pourrait vendre des idées, a fin d'expliquer, donner envie à tous les citoyens de comprendre et d'être acteurs des transitions. Au lieu de faire une pub sur un produit, les entreprises pourraient parler d'une thématique écologique, sociale ou sociétale. Cela aurait du sens, car cela profiterait réellement à tous. Ainsi si une entreprise est très engagée sur les droits de l'Homme, elle pourrait démocratiser les droits de l'Homme pour les rendre accessible à tous.

karrn boras éditeur durable

Personnellement, j'ai réglé partiellement cette omniprésence de la publicité en arrêtant télévision, radio et même les pubs au cinéma pendant lesquelles je détourne le regard. Extrémiste ? Peut-être... mais je constate les bienfaits après plusieurs années et c'est moi qui vais chercher un produit ou une marque, lorsque j'en ai besoin... et pas l'inverse.

[...] Que faire face à cette invasion dans l'espace public ? M'arrive alors la question : pour qui ? que faire pour qui ? car la publicité visuelle amène de la couleur, de la créativité dans certaines rues... certains l'apprécient peut être, même inconsciemment. Pour d'autres, c'est de la pollution pour les yeux.

[...] et si il y avait une véritable volonté de réguler ces publicités en favorisant la publicité locale par exemple, des quotas de surface réservées et financièrement accessible aux commerces locaux, quand il s'agit d'une ville ou d'une région ? face à la surface phagocytée par les multinationales de l'alimentaire par exemple ?

[...] Si, au contraire, investir dans l'éducation à l'esprit critique, à la façon de s'alimenter, à décrypter les étiquettes alimentaires : exhausteur de gout, conservateurs, etc. et la publicité se modifiera d'elle-même face à des citoyens éclairés...

Xavier GAILLOT citoyen

il me semble y avoir trois oublis majeurs : les surcoûts induits par la pub sur le produit fini, le bilan désastreux sur l'ensemble de nos écosystèmes et aussi la sur-représentation dans la pub de produits et d'idées relevant d'un mercantilisme et d'une société hyperconsomériste court-termiste.

[...] Faire passer pour cool l'hypothèque de notre futur et déjà de notre présent uniquement pour changer de smartphone tout les ans (et ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, coucou la grande distribution) ne serait pas possible sans pub!

Lucas GRIGIS Citoyen, scientifique (météorologue)

D'accord, la publicité pollue partout. Mais c'est un acteur économique important dont il faut nous accommoder, et surtout, interpréter de manière responsable pour ne pas être :

- Les produits proposés respectent-ils notre santé ? Nous pouvons le savoir via des applications gratuites très bien faites comme 'quelcosmétique' d'UFC Que Choisir. Nous devons privilégier les produits (encore insuffisants) qui mettent en avant le nutriscore qui permet de vérifier d'un coup d'œil ses qualités nutritionnelles.
- Les produits proposés sont-ils emballés de manière responsable : produits recyclables, volumes adaptés au contenu...

- Les produits proposés sont-ils locaux ou ont-ils fait des milliers de kilomètres ? Attention, français ne veut par forcément dire local, en Lorraine, un produit belge ou allemand proche des frontières est plus local qu'un produit breton ou basque !

En résumé, la pub, on en aura toujours et c'est nous qui la payons, alors achetons responsables, c'est la meilleure façon de nous en prémunir.

Jacques FLEURY Président UFC Que Choisir Nancy et sa région

il faut privilégier le local. Mais il faut également privilégier le «de saison». Éviter à tout prix (au sens propre et au sens figuré) les premières fraises d'avril, même si elles font envie, ou les tomates en plein hiver.

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

Il faut aussi aller plus loin et privilégier les produits équilibrés. [...] Etre consommateur responsable, c'est privilégier les produits où figure le Nutriscore, ils sont encore rares, mais c'est pas nos achats qu'on le développera... et notre santé en profitera.

Jacques FLEURY Président UFC Que Choisir Nancy et sa région

spécificités culinaires

Dans les lieux publics des pays de l'Union Européenne vous trouvez côte à côte le drapeau européen et le drapeau national; Faisons de même pour les spécificités culinaires et culturelles, < Made in FRANCE-EUROPE >

Robert ALLMANG membre du conseil de développement arrond. SARRE-GUEMINES

ok les spécificités culinaire c'est du patrimoine immatériel... Si c'est protégé, donc il y a un droit lié à la protection. Toute la labellisation française doit être européenne, n'est-ce pas déjà le cas avec les IGP, AOP? En 2008 Nicolas Sarkozy, qui inaugurait le Salon de l'agriculture, souhaitait la reconnaissance par l'Unesco du patrimoine gastronomique... quel est l'intérêt d'une reconnaissance européenne, internationale?

olivier blaise citoyen

«quel est l'intérêt d'une reconnaissance européenne, internationale?»

Un exemple nous concernant : La France doit-elle interdire le fromage au lait cru pour entrer dans le cadre des recommandation européennes ?

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

sport

Il faut susciter un sentiment fort d'appartenance à l'Europe peut-être via le sport en proposant des équipes européennes dans toutes les compétitions [...]

denis reboul Citoyen

Excellente idée, car une équipe de football européenne par exemple pourrait nourrir un sentiment d'appartenance et d'unité sans bouleverser l'organisation politique ou briguer les désirs de souveraineté des Etats.

Hélène Koning Elève de Sciences Po

[...] qu'on favorise les mobilités douces, spatiales et temporelles. Supprimons les trottoirs et les obstacles liés à la mobilité.

olivier blaise citoyen

Economie

politique économique

L'Europe géographique ne correspond pas à l'Europe économique, cette simple réalité est une source permanente de conflits et de tensions. On se souvient des ravages causés par l'arrivée du «plombier polonais», aujourd'hui c'est le personnel de Ryan Air qui se met en grève parce que l'entreprise se sert de contrat de travail irlandais pour embaucher au mépris des acquis sociaux locaux, on pourrait sortir des tonnes et des tonnes d'exemples de ce dysfonctionnement. Cette Europe des 28 nous conduit droit dans le mur, c'est une espèce de super marché où chacun fait son petit business, un grand souk où chacun essaie de tirer son épingle du grand jeu de l'économie libérale. [...] dans cette logique l'Europe pourra s'étendre à la Turquie, à toutes les anciennes républiques soviétiques, au Maghreb, à l'Afrique subsaharienne, et même à la planète Mars si on y implante des colonies.

charles ancé Citoyen

[...] Malgré une croissance du PIB interne des nouveaux entrants, le temps nécessaire pour constater une réelle efficacité des politiques de cohésion n'a pas permis de voir ces territoires améliorer les conditions de vie de leurs populations à hauteur des autres pays européens, avant que d'autres problématiques ne s'imposent, comme la crise économique, les questions migratoires. Ces coups de boutoirs successifs ont conduit les peuples européens à douter de la capacité de l'institution européenne à mettre en œuvre au quotidien et auprès de tous, les droits fondamentaux. [...]

La logique économique, l'hégémonie de la techno structure, ... ont primé sur les valeurs fondatrices et ont progressivement éloigné l'Europe de son idéal et surtout des citoyens et de leurs espoirs. Il n'y a pas ou plus de ligne continue entre l'UE et le citoyen. Cet éloignement / distanciation est aggravé par l'évolution du contexte, marqué par la mondialisation, avec, par exemple, l'émergence de « géants du numérique » multinationaux, la suprématie des banques (« too big to fail » comme l'a montré la crise financière de 2007),... « Notre monde a changé de dimension » et exige des comportements de rupture face à la crise climatique, l'épuisement des ressources naturelles, l'accroissement des inégalités, ... Les « mantras » qui régissent les lois du marché (appétit insatiable de croissance, exploitation des ressources naturelles...) ne sont-elles pas obsolètes ?

L'Europe, l'UE, a-t-elle les possibilités de contrer ces grands groupes, contre les banques, ... ?

[...] être plus sensible aux enjeux sociétaux qu'aux enjeux économiques [...]

Marie-Claude MALHOMME Bureau du Conseil de Développement Durable de Metz Métropole

*Proposition collective

D'un projet de paix européenne rendu possible par la coopération économique, nombreux sont nos concitoyens qui ont désormais plutôt l'impression d'une Europe bâtie pour l'économie.

Romain Pierronnet samedi 15 septembre à 14:08

Citoyen

[...] Les chercheurs appellent l'Union européenne à appliquer quatre mesures :

1- Créer une «commission spéciale» dédiée à une «future post-croissance» au sein du Parlement européen. Cette dernière serait chargée de «débatte du futur de la croissance», «d'imagi-

ner des politiques alternatives pour un futur post-croissance» et de «reconsidérer la place de la croissance en tant qu'objectif primordial».

2- Mettre en place des indicateurs «dans le cadre macroéconomique de l'Union Européenne et des États membres». Ils devront être «prioritaires par rapport aux indicateurs du PIB» dans les prises de décisions.

3- Modifier le pacte de stabilité et de croissance (PSC) pour le transformer en «pacte de stabilité et de bien-être».

4- Installer dans chaque pays des «Ministères de la transition économique» qui seront chargés de favoriser une économie focalisée uniquement sur «l'humain et le bien-être écologique».

Dominique Valck Citoyen

Le projet des pères fondateurs de l'union européenne s'éloigne au profit des intérêts économiques nationaux et des replis xénophobes. En période de turbulences, l'Europe, au lieu d'offrir un front uni par des politiques économique, étrangère, de défense, sociale et fiscale communes, développe la concurrence entre états membres.

Michel JEAN membre du conseil de développement durable du grand Nancy

on a vu les conditions nébuleuses qui ont prévalu avec les récentes négociations commerciales du TAFTA ou du CETA, dont les conséquences touchent au quotidien des populations. Comment faire croire que l'Europe, en plein accord avec les Etats constitutifs, pourrait concilier l'extrême opacité avec un objectif démocratique ?

[...] Sacré défi pour une Europe qui s'est construite sur l'espoir de paix pour aboutir, aujourd'hui, à la mise en concurrence des humains et des territoires, conduisant à un dumping social et fiscal impressionnant.

Patrick TASSIN Président du CESER Grand Est

Faut-il vraiment stimuler l'activité économique et viser une croissance infinie sur une planète dont les ressources sont finies ? Ce discours est suicidaire. Dans une Europe déjà largement en surconsommation au regard des possibilités de l'environnement et compte des besoins primaires non satisfaits pour des milliards de personnes dans le monde, les projets politiques qui incitent à consommer plus pour plus de croissance et les publicités qui créent des besoins pour plus de dividendes aux actionnaires sont également coupables des désastres prévisibles.

Michel JEAN membre du conseil de développement durable du grand Nancy

fiscalité & fraude

[...] surtout régler le problème des paradis fiscaux européens [...]

denis reboul Citoyen

«Europe sociale» Tout comme l'harmonisation fiscale, je crains que dans le cadre des traités actuels cela soit compliqué... 28 bientôt 27 membres, et en interne de chaque membre des partis de droite, de gauche, du centre, de centre droite, de centre gauche, les extrêmes. Des conceptions différentes entre les pays membres + entre les partis de ces pays membres.

Georges ABITBOL Citoyen , adhérent et militant de l'UPR

il existe des applications gratuites qui indiquent l'impact d'un produit sur la santé et sur la planète, ce qui se cache derrière ce produit, si il est impliqué dans des scandales environnementaux, éthiques ou fiscaux . Informer connaître c'est se responsabiliser.

Catherine Thouvenin Membre de bureau Conseil Développement Durable - Métropole Grand Nancy

Pour rappel, M. Macron était déjà ministre de l'économie quand le scandale de l'évasion fiscale d'Apple en Irlande a éclaté. La France avait des centaines de millions à réclamer. Pourtant la France n'a pas bougé une oreille pour reprendre son dû.

Lucas GRIGIS Citoyen, scientifique (météorologue)

pour lutter contre l'optimisation fiscale «agressive» de grandes sociétés, l'OCDE porte aussi le projet BEPS, (BEPS = érosion de la base d'imposition et du transfert des bénéficiaires)
De multiples cas cités dans la presse : Google, Starbucks, Apple, Nike ... Le but ? Empêcher des sociétés d'organiser la « disparition » de leurs bénéficiaires ou de les transférer artificiellement vers certains pays qui appliquent une fiscalité faible ou nulle, alors que ces entreprises ne réalisent dans ces pays que des activités économiques limitées, voire inexistantes. (Ces abus induisent un manque à gagner pour les recettes publiques qui représenterait, selon des hypothèses prudentes, de 100 à 240 milliards de dollars US par an (environ 88 à 212 milliards d'euros), soit entre 4 et 10 % des recettes issues de l'impôt sur les sociétés dans le monde. Source : economie.gouv.fr

Jean-marc Misert Citoyen

La fiscalité résulte d'options politiques qui définissent une vision commune, un «comment faire société ensemble». Dès lors, avant de parler de fiscalité commune, ne devrions nous pas nous concentrer sur un projet de société commun ?

Romain Pierronnet Citoyen

outre la fraude fiscale, l'optimisation fiscale ruine les états et les efforts des citoyens. La financiarisation internationale tue les liens sociaux au profit des replis nationalistes.

Tournon Jean Jaques Citoyen

Internet est invisible pour les administrations locales, pas de bâtiment, pas de parking, pas de personnel, pas de chiffre d'affaire, pas de bénéfice donc rien de taxable. On peut même dire que c'est une sorte de démocratisation de l'évasion fiscale. Outre la nuisance liée au transport, cette nouvelle forme de consommation dévitalise les cœurs de ville et délite les liens sociaux.

Tournon Jean Jaques Citoyen

Je ne suis pas sûr que 28, bientôt 27 membres de l'UE puissent réussir à se mettre d'accord sur un taux. Certains pays taxent plus que d'autres, où placer la barre ? Certains pays tirent d'énormes bénéfices de ce dumping fiscale. Citons le Luxembourg et le système d'optimisation fiscale mis en place par ...par...? Jean-Claude Juncker ! Qui serions-nous pour leur demander de se couper une jambe? Certains députés français disent même que Mr Juncker veut lutter contre l'optimisation fiscale dans l'UE...on pourrait en rire si ce n'était pas la réalité.

De plus, la liste des paradis fiscaux de l'UE enlève d'office les membres de l'UE. Citons les Pays-Bas, l'Irlande, le Luxembourg, Malte...membres de l'UE ET paradis fiscaux. Ils ne sont pas sur la liste bien sûr.

Pourquoi ces pays font cela ? Car les traités européens autorisent la libre circulation des capitaux.

Cette harmonisation fiscale n'est qu'une chimère dans le cadre des traités actuels. Point.

Dans ce cas modifions les traités [TFUE et TUE] ! allez-vous me

dire. L'article 48 soumet cette modification à l'unanimité. Il vous faudra alors convaincre les Pays-Bas, Malte, l'Irlande et le Luxembourg notamment de faire une croix sur un business qui s'appuie sur ces traités. Un seul NON et adieu la modification..

Georges ABITBOL Citoyen , adhérent et militant de l'UPR

«fraude du carrousel» Étant un citoyen modèle et ignorant donc ce genre de pratique, j'ai cherché le fonctionnement de ce type de fraude à la TVA, et d'autres, et vous livre le lien vers un article assez clair : <https://www.lesechos.fr/thema/030360956573-sept-fraudes-a-la-tva-expliquees-aux-gens-honnetes-2093679.php>

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

Ce jour là on taxera les multinationales (lire «ces 600 milliards qui manquent à la France») et on pistera les flux financiers mafieux (lire «gomorra» et «extra pure» de M. Roberto Saviano) à l'aide de trois commissions rogatoires chez Clearstream, Euroclear et l'homologue européen de Swift pour l'argent liquide (lire «Tout Clearstream» de M. Denis Robert).

Pour rappel au début des années 2000, une commission d'enquête avait travaillé pendant 6 mois sur les chambre de compensations européennes avec MM. Arnaud Montebourg et Vincent Peillon comme rapporteurs (<http://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i2311-51.asp>).

20 ans plus tard et avec ces deux là à l'exécutif, on mesure la vraie volonté politique de ces deux là...

La priorité de l'UE doit se reporter sur la délinquance financière, pas sur les gens qui fuient la misère pour eux et leurs enfants !!

Lucas GRIGIS Citoyen, scientifique (météorologue)

emploi

Contrairement aux idées reçues, il n'y pas eu de déferlement de travailleurs low-cost. Les travailleurs détachés comptaient pour 1,8% de la population active en France en 2017. Le problème, ce ne sont pas les règles européennes, mais leur contournement!
un principe simple: le même salaire pour le même travail au même endroit, qu'il soit détaché ou non. Cette réforme devrait être finalisée d'ici la fin 2018. L'Europe s'engage et agit contre le «dumping social».

Camille Djurovic Chargée de mission, Centre d'information Europe Direct

«À quel code du travail doit-être soumis un travailleur détaché ? ...» ces pays à niveau de vie trop différents devaient être associés dans une orbite de l'Europe précédente mais pas intégrés comme ils l'ont été. Revenons à plusieurs Europe à plusieurs vitesses. Définissons ces nouvelles règles

Jean-Pierre Thomesse Citoyen

En effet, les villes explosent et les campagnes se vident, bientôt nous n'aurons plus que les seniors et les agriculteurs dans certaines campagnes. Les villes ne peuvent pas loger tout le monde. Il faut absolument redensifier les campagnes, et pour cela, le numérique et le travail chez soi ou à proximité de chez soi, même dans les campagnes devient une formule intéressante. Les imprimantes 3D permettent de faire des productions décentralisées et de proximité.

Certaines unités industrielles, pourraient produire et envoyer dans les campagnes, les pièces à assembler pour réaliser les produits finis à consommer à proximité.

Ceci n'est qu'un exemple. Les avantages de la décentralisation sont nombreux : plus ou peu de déplacements trajet travail, gains financiers car tout est moins cher (logement, etc...), la médecine permettra de se soigner partout, l'enseignement pourra se faire pour des petits groupes rassemblés, à distance, etc...

karrn boras éditeur durable

monnaie

Certes, la monnaie commune nous a simplifié la vie, à nous européen, mais elle a surtout servi à assurer la parité et la sécurité de nos banques vis à vis du dollar et de la banque centrale américaine.

Elle a à contrario, contraint nos économies nationales en supprimant l'outil de la régulation monétaire.

Dans ces deux dimensions macro-économique au niveau mondiale et micro-économique au niveau du citoyen, il est difficile de savoir qui y a gagné le plus. Surement le citoyen spéculatif dont l'argent n'a plus de frontière!

david grandjean Citoyen membre du C3D du grand nancy

Sécurité

OTAN & dépendance européenne

22 pays de l'UE sont membres de l'OTAN, dont la France. Il faut bien prendre en compte l'avis de ceux, nombreux, qui pensent que leur sécurité passe par l'OTAN.

On ne peut faire l'Europe seuls, telle que les Français la veulent. Le Traité de Lisbonne dit bien cependant que cela doit conduire à terme à une **défense commune**. En principe, l'OTAN et l'Europe de la défense peuvent être complémentaires. Il peut y avoir un pilier européen fort au sein de l'OTAN. C'est une manière de «partager le fardeau». Beaucoup de pays européens n'y sont pas encore disposés, mais les lignes bougent.

Enfin, l'Union européenne doit pouvoir intervenir lorsque l'OTAN ne veut ou ne peut pas. Elle est plus capable d'ailleurs de pratiquer l'approche globale, par des **actions militaires et civiles**

Patrice MOMPEYSSIN - Association EuroDéfense-France, secrétaire général.

Dommage que le mot «OTAN» fasse partie de sa «Constitution» (art.42 TUE).

Imaginerions-nous indépendant si dans notre **Constitution Française** figurerait «USA» ?

Georges ABITBOL - Citoyen, adhérent et militant de l'UPR

1 L'UE et l'OTAN doivent coopérer en matière de sécurité et de défense, mais pas dans une relation de dépendance des pays membres de l'UE vis-à-vis des Etats Unis.[...] **L'UE doit être capable d'agir seule.**

2 C'est la solidarité qui doit lier les Pays du Sud et du Nord et de l'Est de l'Europe. Cette solidarité doit être basée sur le sentiment d'appartenir à un même ensemble géographique, de civilisation et historique

3 il faut **centraliser les décisions au niveau européen**, au minimum laisser agir les Etats qui le souhaitent au nom de l'UE

Patrice MOMPEYSSIN - Association EuroDéfense-France, secrétaire général.

Aucun pays européen ne peut assurer seul sa sécurité (et l'OTAN est bien malade) face à la puissance militaire d'états comme la Chine, les USA ou la Russie.

Plus qu'un choix, une **défense mutualisée des pays européens volontaires** est une nécessité.

Michel JEAN - membre du conseil de développement durable du grand Nancy

Il faut d'abord une politique étrangère commune.

[...] nos partenaires qui préfèrent se reposer sur l'OTAN et les USA, pour ne pas partager le **fardeau financier**, et pour ne pas prendre les risques d'une opération militaire (**pertes humaines** en particulier).

[...] En attendant, à court terme, l'UE **reste faible au plan militaire** même si la Politique commune de sécurité et de défense progresse (voir mes autres commentaires) et a besoin du soutien américain. L'UE doit être un pilier fort de l'Alliance atlantique des démocraties (qui inclut aussi le Canada) mais doit pouvoir agir seule quand les USA ne veulent pas se joindre à elle. Ses intérêts peuvent être

parfois différents.

Patrice MOMPEYSSIN - Association EuroDéfense-France, secrétaire général.

nos gouvernants nous ont tellement expliqué qu'on ne pouvait pas confier notre **défense** à l'Europe, ce sera dur de faire machine arrière.

Jean-Pierre Thomesse - Citoyen

Le dernier EUROBAROMETRE (mars 2018) rappelle à nouveau, avec une grande constance, que 75 % des citoyens européens soutiennent la Politique commune de sécurité et de défense (PSCD) [...]

Cette politique commune de sécurité et de défense a fait récemment des progrès considérables[...] Ces progrès sont évidemment dus à la montée des périls (terrorisme, réveil de la Puissance russe, crise migratoire, conflits aux Proche et Moyen Orients, etc.) et aux doutes de plus en plus forts sur la garantie américaine.

La Coopération structurée permanente réunit 25 pays qui veulent aller plus loin dans le domaine de la défense, aux plans budgétaire, industriel et opérationnel. Elle reste inclusive et moins ambitieuse que ce que souhaitait la France. Mais c'est une réelle avancée, avec déjà 17 projets identifiés.

Le Fonds européen de défense, mis en place par la Commission européenne, doit permettre de faciliter l'acquisition de systèmes communs ou en coopération, donnant ainsi à l'UE son autonomie stratégique.

Enfin, une «Military Planning and Conduct Capability» a été créée au sein de l'état-major de l'UE, mais uniquement pour des missions sans combat, dites non exécutives (formation, conseil), la contrainte de la non duplication avec les moyens de l'OTAN ayant enfin été levée.

les difficultés pour aller plus loin dans la coopération ou l'intégration des forces militaires ?[...] la question de la **souveraineté**, que les Etats membres veulent conserver [...] la règle de la prise de décision à l'unanimité à 28, il est difficile de prendre des décisions. [...] beaucoup d'Etats membres sont réticents à l'emploi de la force militaire dans des actions de combat impliquant des pertes humaines.

Patrice MOMPEYSSIN - Association EuroDéfense-France, secrétaire général.

Les **missions civiles** de l'UE incluent des missions de police, de renforcement des institutions, de réforme du secteur de sécurité, de la justice, d'assistance aux frontières, de rétablissement de l'Etat de Droit, etc.)

Patrice MOMPEYSSIN - Association EuroDéfense-France, secrétaire général.

«une initiative européenne d'intervention» Se défendre de qui et attaquer qui ? On est d'accord, si on lève une **armée**, c'est pour faire la **guerre** non ? La guerre contre qui ? a guerre au profit que qui ? L'Europe politique est tellement mal en point que l'on ne propose plus à la **jeunesse** de se faire une bonne vieille guerre ? Parce qu'il faut pas déconner, ceux que l'on enverra à la mort seront les 18-35 ans.

Lucas CRIGIS - Citoyen, scientifique (météorologue)

« doctrine commune » C'est une nécessité mais il reste d'énormes divergences en matière de doctrine, en particulier en la France et l'Allemagne sur les **opérations extérieures** !

Louis Ollagnon - citoyen

frontières

La libre circulation des Hommes et des biens n'est même plus à débattre tant les moyens de contrôle se sont déplacés. L'argent passe les frontières des milliers de fois par jour, sans détour. On trace les déplacements de tous les individus sans effort aujourd'hui... A quoi pourraient alors servir les frontières?

david grandjean Citoyen membre du C3D du grand nancy

Périmètre de l'Europe ou frontière de l'Europe? Si le premier est un espace de circulation de valeurs, le second est une froide limite d'intérêts stratégiques. Vous avez ici le choix entre l'Europe ce territoire d'infusion de l'hellénisme fécond, ou-bien, cette autre des miradors et des plages à préserver des intrus noyés à notre insu?

Chyc Polhit MAMFOUMBI Un conteur africain naufragé du «Tout Monde» | Non-européen mais «europhile»

La conjoncture géopolitique actuelle confirme la nécessité de freiner, voire de stopper toute nouvelle demande d'intégration dans l'Union européenne. Et cela concerne des états dont le caractère européen n'est pas douteux.

Quant à la Turquie, il serait nécessaire d'affirmer clairement qu'elle n'a pas vocation à intégrer l'UE tout simplement parce qu'elle n'est pas un pays européen. [...]

Philippe CORNEC Citoyen

Par exemple, le Maroc avait émis une demande d'adhésion à l'UE en 1984, qui a été rejetée au motif que celui-ci n'est pas situé sur le continent européen.

Camille Djurovic Chargée de mission, Centre d'information Europe Direct

L'Union européenne (pas l'Europe en général) a besoin de frontières extérieures géographiques définitives à terme. Il faudra bien s'arrêter un jour et ne plus accepter de nouveaux Etats membres.

Patrice MOMPEYSSIN Association EuroDéfense-France, secrétaire général

L'Europe géographique ne correspond pas à l'Europe économique, cette simple réalité est une source permanente de conflits et de tensions. On se souvient des ravages causés par l'arrivée du «plombier polonais», aujourd'hui c'est le personnel de Ryan Air qui se met en grève parce que l'entreprise se sert de contrat de travail irlandais pour embaucher au mépris des acquis sociaux locaux, on pourrait sortir des tonneaux et des tonneaux d'exemples de ce dysfonctionnement. Cette Europe des 28 nous conduit droit dans le mur, c'est une espèce de super marché où chacun fait son petit business, un grand souk où chacun essaie de tirer son épingle du grand jeu de l'économie libérale. [...] dans cette logique l'Europe pourra s'étendre à la Turquie, à toutes les anciennes républiques soviétiques, au Maghreb, à l'Afrique subsaharienne, et même à la planète Mars si on y implante des colonies.

charles ancé Citoyen

Nécessité absolue de repenser nos espaces et nos frontières dans un monde où voyager reste encore trop souvent un privilège pour certain et une zone de non-droit pour d'autres.

Françoise SIMONNET PEDOT Citoyenne

paix

Cette organisation a montré contrairement à celles qui l'ont précédée qu'elle pouvait garantir le plus souvent des moments de paix dans ses contours actuels...

Françoise SIMONNET PEDOT Citoyenne

D'un projet de paix européenne rendu possible par la coopération économique, nombreux sont nos concitoyens qui ont désormais plutôt l'impression d'une Europe bâtie pour l'économie.

Romain Pierronnet samedi 15 septembre à 14:08

La construction européenne a été dès ses commencements un projet de paix qui s'est prouvé être celui assurant aux populations européennes une coexistence puis même coopération paisible et constructive depuis trois générations. Jamais le continent n'avait vu tant de prospérité et de paix pour une aussi longue période!

Anna Wera WILMS Citoyenne européenne et étudiante de Sciences Po Nancy

Je rêve d'une Europe certes prospère, gardant son modèle de protection sociale, fière d'elle-même, disposant d'une diplomatie commune, autonome stratégiquement et ayant une puissance militaire nécessaire et suffisante (pas une superpuissance donc), capable d'actions coercitives pour assurer la sécurité de ses citoyens, tout en contribuant aux opérations en faveur de la paix sous l'égide de l'ONU.

Patrice MOMPEYSSIN Association EuroDéfense-France, secrétaire général

L'UE doit participer au maintien ou au rétablissement de la paix dans le Monde, sous mandat ONU, à la mesure de ses moyens. [...]

Patrice MOMPEYSSIN Association EuroDéfense-France, secrétaire général

Craintes et menaces

Les menaces préoccupant les pays du pourtour Nord de la Méditerranée ont pour caractéristiques de n'avoir d'impact ni sur leur souveraineté ni sur leur territoire (cf. frontières). Elles peuvent cependant en avoir sur leurs populations (exemples : tensions du fait de flux migratoires ; attentats, etc.). Pour ce qui est des menaces obnubilant les pays d'Europe de l'Est (indépendamment de savoir si ces menaces sont réelles ou non), celles-ci comprennent la crainte d'une invasion partielle ou totale de leur territoire, les impacts sont de ce fait majeurs [...]

Concernant à présent les faits ayant favorisé la crédibilité de ces menaces ces dernières années, tout d'abord on peut trop aisément malheureusement dénombrer les nombreux attentats commis en Europe durant les trois dernières années. Qu'en est-il à présent des faits d'invasion commis par la Russie ? Certes aucun membre de l'UE ou de l'OTAN ne peut prétendre avoir subi une tentative d'invasion partielle ou totale. Pour autant les cas de l'Ukraine et de la Géorgie, rares pays à l'Est de l'UE, non membre à la fois de celle-ci et de l'OTAN, ne peuvent être passés sous silence (ces pays étant les seuls avec l'Azerbaïdjan et la Biélorussie ayant des frontières communes avec les régions occidentales de la Russie et n'étant pas membres de l'UE et de l'OTAN). Ce qui fait que sur les quatre pays cumulant ces caractéristiques, deux ont à souffrir d'une occupation partielle de leur territoire (soit un ratio de 50 %). Ceci ne peut donc qu'alimenter les craintes et peurs des pays d'Europe de l'Est et leur «indifférence» vis-à-vis des menaces sur lesquelles se focalisent leurs voisins européens du pourtour méditerranéen.

Laurent BORZILLO Coprésident du Dialogue de Sécurité franco-allemand

échec de la CED

Souvent perçu comme le premier projet visant à créer une défense commune entre Européens après la Seconde Guerre mondiale

[...] la CED (communauté européenne de défense) et son échec a depuis généré une sorte de mythe consistant d'une part à présenter le projet de CED tel le traité parfait créant une défense européenne commune (et distincte des États-Unis) et d'autre part à faire porter à Paris la responsabilité de l'échec de ce «chef d'œuvre».

Laurent BORZILLO Coprésident du Dialogue de Sécurité franco-allemand

Migrants

humanisme, détresse, témoignages

Notre responsabilité personnelle d'être humain est aussi mise à mal.

Tous ces **procès** à l'encontre des personnes qui ont été **solidaires** sont ignobles. Les renvois des personnes «**illégaux**» sont d'une **brutalité insupportable**.

françoise Chanteux Citoyen

souvent les politiques européennes restent sur la théorie. «En théorie» (sacré pays!), «il faut accueillir ceux qui sont dans la **détresse**, à cause de la **guerre**, de la misère... et qui ont quitté leur pays», dit l'un. «On ne peut pas accueillir toute la détresse du monde», dit l'autre. Sur le terrain, des gens souffrent, sont réduits à vivre dans des **bidonvilles** immondes, meurent en essayant de traverser la Méditerranée, attendant des papiers qu'ils n'auront jamais parce-que **quotas**, statistiques... En théorie, tout va bien ! Mais en pratique, comment fait-on pour développer une culture de l'ouverture. J'aimerais qu'on réfléchisse vraiment au niveau européen à une **politique d'accueil**. Les années à venir vont être essentielles à la construction d'une politique qui prennent en compte les mouvements de population malheureusement inévitable à cause des guerres mais aussi du **réchauffement climatique**... Pourquoi ne pas créer une commission ou un **organe représentatif** chargé de ces questions liées au **futur de l'Europe** mais aussi du monde ? Si nous sommes citoyens européens, nous faisons partie d'une même planète.

Pauline Creusat Citoyenne

«car ils fuient la guerre» sous le prétexte **humaniste** d'accueillir les gens qui fuient la **guerre**, vous rendez acceptable l'idée qu'il y aurait des **réfugiés indésirables** en nous rabâchant la fable des **réfugiés** qui auraient volontairement pris les routes de l'exil à des **fins de calculs** et de **tourisme migratoire**.

Lucas GRIGIS Citoyen, scientifique (météorologue)

[...] A Nancy, 9 jeunes sont abrités; sur les 24€ par mois qu'on leur donne pour survivre, ils envoient 4€ en Afrique!

À en croire certains, ils pourraient **déstabiliser nos structures sociales et économiques**! Sont-ils puissants à ce point? [...]

david grandjean Citoyen membre du C3D du grand nancy

Relais d'un témoignage : Les aventures d'un petit **village breton**. Récemment, la télévision a relaté la venue et le séjour d'une **famille syrienne** (je crois) dans le Finistère.

Les journalistes avaient l'air de dire que cette famille a été « peu » accompagnée, « peu » accueillie. Je ne sais pas, mais j'ai observé que plusieurs membres de cette famille, au bout d'un an, se débrouillaient assez bien en français. Bien sûr, tout n'est pas parfait... Notre expérience d'accueil d'une famille irakienne dans un petit village breton a montré que si ce n'était pas parfait, c'est surtout une **sacrée belle aventure humaine**.

On a fait un tableau et distribué les rôles : quelqu'un pour les papiers, un pour la banque, un pour les relations avec la Mairie (qui a prêté un logement et chacun de nous a participé à son équi-

peusement), un pour la banque alimentaire, un pour l'apprentissage des premiers mots de français (une prof à la retraite qui a fait des merveilles !), un pour le médical (c'était moi !)... ; et les deux médecins de notre village, contactés, ont aussitôt accepté d'assurer les consultations gratuitement, selon les besoins et en attendant la carte CMU.

[...] Il y a 15 jours tous les membres de l'association libres ce jour - là, étaient invités chez Bashar et Rhaghad et Youssef pour un repas... extraordinaire ! Rhaghad a fait de la cuisine pendant 4 jours.

Avec la voiture d'occasion achetée, Bashar est allé à Lorient pour trouver toutes les épices que voulait Rhaghad... pour une merveilleuse cuisine orientale : multiples salades tellement parfumées, houmous, tajines, ... un énorme gâteau, et plein de gâteaux tous plus parfumés les uns que les autres... et le café, à la turque ! [...]

Rachel Kordus Chargée de mission C3D

La question est de l'ordre de **l'humanité**, pouvons nous continuer d'accepter des personnes pour les faire vivre dans des conditions désastreuses telles que les **bidonvilles**, camps de fortune. La question qui pose ; comment offrir un avenir et des conditions décentes à des personnes et beaucoup souhaitent retourner dans leur pays.

'Europe doit elle exigée dans les pays en guerre des **zones «blanches»**, des camps peu importe le nom pour éviter les exodes massifs (avec les risques, le peu d'avenir viable).

myriam TERNY Citoyenne et membre conseil de développement Grand Portiers

simplement rappeler que nous pouvons accueillir des **réfugiés** car ils fuient la **guerre**. Nous ne devons pas avoir peur des inconnus et ils sont une **richesse** pour nous car ils viennent avec des apports différents sur la vie, les affaires, le rapport à l'autre. Ils ont toute leur place sans mettre en péril notre économie.

Pascal CAUCHIN Citoyen

quotas, critères d'acceptation

comment pouvait on imaginer que, par exemple, la **Grèce**, en première ligne géographique, mais dans la situation économique que l'on connaît, puisse raisonnablement faire face à l'inévitable afflux?

Des «quotas» ont donc été institués. Dans ce cadre la France devait accueillir 30 000 réfugiés, elle n'en a accueilli que 4000, donnant ainsi des arguments à tous les **nationalismes**.

Yves Colombain Citoyen

Il faudrait qu'il y ait une implication égale de tous les membres. Peut être **augmenter l'immigration légale**.

JULIEN FALENTIN porteur de projet

[...] les **migrants** doivent être **escortés sur leur continent** dans un lieu apaisé où ils doivent lutter contre le **réchauffement climatique** en y mettant leur force: planter de la **végétation**, imaginer leur **vie chez eux**, créer des écoles à leur image, N'oublions pas que la **robotisation** diminue le nombre de **population active** et que la **consommation à outrance** qui appauvrit nos **ressources naturelles** limitées doit inviter à **limiter la natalité**.

anonyme AVERTI Citoyen

Quels **critères d'acceptation** pour les migrants ? Quelle(s) différence(s) entre un **migrant**, un **émigrant**, un **réfugié** ou un **terroriste**

potentiel ?

Dominique BESSARD Membre du Conseil de Développement Durable du Grand Nancy (C3D)

Quels migrants?: une réfugiée politique chrétienne oui, un migrant polygame d'un milieu esclavagiste traumatisé à vie non. Nous n'avons pas les moyens de sécuriser nos villes où s'affrontent à mort des réseaux de culture opposée pour apporter drogue, arme. Nos zones de non droit n'ont toujours pas trouvé de solution. Il s'agit non seulement de tenir compte de nos moyens, d'éviter à nos enfants de sexe féminin de devenir des esclaves ou des victimes. Les églises chrétiennes doivent rester notre socle et les mosquées ne doivent pas se multiplier. Oui à la non mixité des écoles pour ceux qui le souhaitent mais non aux écoles coraniques. Nos racines, notre histoire, notre petite Europe doivent être préservées.

anonyme AVERTI Citoyen

éthique de l'altérité

.A quand un débat de fond sur une éthique de l'altérité qui conjugue attachement à des valeurs, à des identités et ouverture au monde ? Les rhétoriques en termes de «racines identitaires» sont dangereuses, car elles donnent l'impression que tout est déjà fait et que notre horizon de sens est de coller à ce qui a existé avant. Non, les identités sont à construire bien plus qu'elles ne sont construites : et construire un monde sans beaucoup d'«autres», est-ce vraiment un monde ?

Hervé M. scientifique

Cela me paraît essentiel. Déployer à l'infini la place de l'altérité ; en comprendre les ressorts, ce qu'elle apporte pour soi, pour l'autre et à la construction.

Marie-Pierre DEREHEL Citoyenne, membre du C3D

Je suis un non-européen, c'est-à-dire cette chose étrange que l'on désigne par «migrant». A aucun moment, l'idée de me considérer comme un «expat» ne traversera l'esprit de mes pourfendeurs. Autrefois, dans mon pays, les «migrants-blancs» colonisateurs avaient eux aussi les mêmes suffisances de langage qui nous réduisaient en curiosités indigènes d'anthropologie. Fort bien. [...] la question des migrants n'est pas un sujet numéraire mais bien culturel et peut-être même encore, raciale... Pour finir, je pense qu'il serait salutaire d'associer à cette discussion les descendants des colonies, pour qu'ils aident les européens à remettre en perspective certains faits historiques.

Chyc Polhit MAMFOUMBI Un conteur africain naufragé du «Tout Monde» [Non-européen mais «europophile»

Qu'est-ce que vous appelez «nos racines» ?[...] est-ce que l'apport des civilisations barbares, celtes, romaines, arabes (etc.) au cours des siècles en font bien partie ?

Gaspard Bergeret Citoyen

que pourrons nous résoudre derrière un mur alors que justement cette Europe que vous évoquez est une Europe de singularités bâtie pas à pas par des apports multiples et culturelles par des migrations régulières? Mais j'entends bien qu'en l'absence de part et d'autres d'un «accord droits/devoirs» nous n'aurons qu'affrontements.

Dominique Valck Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

malheureusement bien trop complexe et ambitieux à lancer de

l'intelligence collective européenne sur l'inclusion, plus simple d'attiser les haines et de penser l'exclusion

olivier blaise Citoyen

Causes

Le couple franco-allemand doit se poser comme leader de l'Europe, afin de faire prendre conscience que les quelques réfugiés sur un bateau n'ont rien à voir avec le nombre très important qui s'apprête à arriver (immigration climatique notamment).

Laurent Garcia Citoyen

L'Afrique va presque doubler sa population d'ici 30 ans, alors que l'Europe stagnera.

[...] que l'Europe aide à donner aux femmes les moyens de gérer leur contraception et donc de gérer leur vie, voire d'allonger leur vie afin qu'elles puissent non seulement nourrir leurs enfants, mais aussi les élever au sens noble.

Angèle Bono Citoyenne

Dans ce diagnostic commun il sera difficile d'éviter les questions sur le modèle économique, sur l'accès aux ressources ou encore la spéculation sur les denrées alimentaires par exemple. «L'anti migrant» viscéral, dont je peux comprendre les peurs et les inquiétudes devrait pouvoir comprendre que le confort du modèle économique dans lequel il vit puise l'essentiel de ses ressources ailleurs que sur le territoire qu'il entend défendre si chèrement. L'Europe qui s'est construite sur un désir d'évitement de la guerre a un devoir moral d'exemplarité et de courage que beaucoup d'Européens attendent.

Dominique Valck Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

[...] Sans être naïf, il n'est pas possible d'accepter d'être submergés par la gestion des effets de ces guerres en refusant de s'attaquer à leurs causes et à leurs objectifs ... Si on me répond que ça dépasse le citoyen, ça prouvera au mieux que la démocratie est gravement malade, au pire que de démocratie il n'y a pas. Et soyons fous, parlons des marchés de l'armement dans lesquels la France et l'Allemagne (mais pas que évidemment!) tirent une bonne partie de leur commerce extérieur. Nous avons justement besoin d'audace et de courage sur de tels sujets. ça ne résoudra pas tout mais le signal serait fort.

En attendant, merci M'sieur Bossuet «Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes»

Dominique Valck Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

Environnement

Ressources naturelles

« Notre monde a changé de dimension » et exige des comportements de rupture face à la crise climatique, l'épuisement des ressources naturelles, l'accroissement des inégalités,... Les « mantras » qui régissent les lois du marché (appétit insatiable de croissance, exploitation des ressources naturelles...) ne sont-elles pas obsolètes ?

Marie-Claude MALHOMME Bureau du Conseil de Développement Durable de Metz Métropole
*Proposition collective

Personne ne peut prétendre aujourd'hui qu'il s'est construit seul et que nos réussites de pays riches ne dépendent que de nous! Nous avons pillé le bien commun pour nous enrichir - matières premières, main d'œuvre bon marché, etc... Qu'espérons nous? que tout cela perdurerait? Que l'occident serait tellement admiré qu'on lui pardonnerait ses excès?

Il faut partager maintenant! Et ce n'est peut-être pas si difficile que ça! parce que notre tradition judéo chrétienne peut nous y aider! parce qu'on s'aperçoit scientifiquement que l'altruisme est au centre de la nature, humaine, animale et végétale et que contrairement à nos idées reçues, la condition même de la vie est la bienveillance et non la domination et l'individualisme ou la loi de la jungle!

david grandjean Citoyen membre du C3D du grand nancy

Dans ce diagnostic commun il sera difficile d'éviter les questions sur le modèle économique, sur l'accès aux ressources ou encore la spéculation sur les denrées alimentaires par exemple. «L'anti migrant» viscéral, dont je peux comprendre les peurs et les inquiétudes devrait pouvoir comprendre que le confort du modèle économique dans lequel il vit puise l'essentiel de ses ressources ailleurs que sur le territoire qu'il entend défendre si chèrement. L'Europe qui s'est construite sur un désir d'évitement de la guerre a un devoir moral d'exemplarité et de courage que beaucoup d'Européens attendent.

Dominique Valck Président du Conseil de développement durable du Grand Nancy

[...] les migrants doivent être escortés sur leur continent dans un lieu apaisé où ils doivent lutter contre le réchauffement climatique en y mettant leur force: planter de la végétation, imaginer leur vie chez eux, créer des écoles à leur image, N'oublions pas que la robotisation diminue le nombre de population active et que la consommation à outrance qui appauvrit nos ressources naturelles limitées doit inviter à limiter la natalité.

anonyme AVERTI citoyen

Faut-il vraiment stimuler l'activité économique et viser une croissance infinie sur une planète dont les ressources sont finies ? Ce discours est suicidaire. Dans une Europe déjà largement en surconsommation au regard des possibilités de l'environnement et compte des besoins primaires non satisfaits pour des milliards de personnes dans le monde, les projets politiques qui incitent à consommer plus pour plus de croissance et les publicités qui créent des besoins pour plus de dividendes aux actionnaires sont également coupables des désastres prévisibles.

Michel JEAN membre du conseil de développement durable du grand Nancy

Il est temps de reconnaître l'espace et la terre et son sous-sol

comme des biens communs et inaliénables...Seuls des «personnalités» dites «grands patrons» se permettent de tels excès! pourquoi? parce qu'ils font partis d'une «caste» au dessus de l'intérêt commun.

david grandjean Citoyen membre du C3D du grand nancy

Le temps des politiques (très court d'une élection à l'autre) n'est pas celui de l'environnement, ni même celui d'une vie humaine, de sorte que les choix théoriques généreux sont rarement suivis d'effets.

Michel JEAN membre du conseil de développement durable du grand Nancy

Pesticide, pollution

FAIT [...] Le système de production alimentaire intensif a montré des failles et c'est le cas aussi de cultures qui font fi de leur environnement (culture intensive de maïs, gourmand en eau, dans des régions touchées par la sécheresse). Pesticides à outrance, production de viande irraisonnée, sans compter le gâchis alimentaire et la pollution induite par la course à l'emballage...

Tout ça est à revoir. A ma connaissance, il n'existe pas d'accord au niveau européen sur ce genre de problématique. Cela a pu être constaté au moment des débats sur certains pesticides, ou sur les OGM.[...]

Pauline Creusat Citoyenne

depuis le Grenelle de l'environnement, l'usage des pesticides et autres produits de même nature a augmenté de plus de 10 %. Constat désolant et écoeurant quand on sait ce que cela a coûté au contribuable... C'est un véritable débat sur ce qui est criminel ou pas, punissable ou pas qu'il faut aménager. A mon avis, la question se situe à ce niveau, il faut des temps et des lieux de rencontre pour décider in fine que des comportements aujourd'hui très rentables sont en fait criminels car ils tuent la terre et donc tout ce qui va avec...

Hervé M scientifique

il faut éliminer tous les pesticides qui augmentent les frais de santé et diminuent le QI. Il faut revoir la quantité de terre arable nécessaire à la bonne alimentation des habitants de notre pays et prendre en compte le nombre de personnes pouvant effectivement vivre d'une culture naturelle

anonyme AVERTI citoyen

Dans les décisions des collectivités et de l'Etat, la protection de l'environnement avec ses impacts sur la santé ne sont pas premiers dans la prise en compte de décisions face à la donnée économique.

[...] Des décisions doivent être prises au niveau de l'Europe: moins de pollution par les transports, les industries, l'agriculture...

Martine Delamarre citoyen

Agriculture

[...] il y a un vrai piège à revendiquer du bio partout sans accompagner sérieusement la construction de filières locales [...] Les aides à la reconversion existent bien, mais force est de constater

qu'elles sont très lentes, ralenties par des procédures d'un autre âge quand ce n'est pas l'administration compétente qui est absente. Alors que c'est dans cette période que l'agriculteur est le plus fragile. Ce n'est pas complètement normal.

Si il n'y a pas de volonté d'entrave, alors que l'Europe mette le paquet sur l'accompagnement de ce type de mutations plutôt que sur les accords de libre échange effrénés que peu de citoyens appellent de leurs vœux

Dominique Valck Citoyen

Surprenante absence, dans ce débat revisité de point d'entrée vers une probablement nécessaire politique agricole commune apaisée et concertée, problématique planétaire en lien avec chacun des 6 grands thèmes imposés ! Censeurs 1 - Lobbies 0 !

Jean-Pierre KLEIN Citoyen

Énergies

On pourrait aussi explorer des voies de recherche et d'innovation de rupture sur l'énergie à partir des plasmas à la mode allemande, sur le stockage de l'énergie avec de nouvelles technologies de batterie,

Jean-Pierre Thomesse Citoyen

Le développement des énergies renouvelables devrait être aujourd'hui une priorité pour les gouvernements. Il est temps qu'on fasse le choix des énergies vertes afin de réduire la part du nucléaire dans le mix énergétique

Anonyme AF Citoyen

Aujourd'hui 19 octobre 2018, la raffinerie de La Mède a le droit de continuer à utiliser l'huile de palme. [...] Quand des lois intelligentes sont instaurées au niveau européen et que la France ne s'y soumet pas, qui paie les amendes? les citoyens... enfin, pas tous.

françoise Chanteux citoyen

C'est grâce aux énergies fossiles que le monde s'est développé [...]

Les supprimer c'est impossible!

Développer des techniques permettant de traiter les polluants générés par ces fossiles serait un programme innovant pour l'Union Européenne.

Robert ALLMANG membre du conseil de développement arrond.
SARREGUEMINES

5. Conclusion et remerciements

Ce travail expérimental a suscité l'adhésion et l'enthousiasme de toutes les parties impliquées dans sa réalisation. Nous remercions les instances gouvernementales d'avoir recouru à une consultation citoyenne d'ampleur en laissant aux citoyens, ainsi qu'aux représentants des territoires, toute latitude pour mener les débats.

Le rendez-vous ne se termine pas ici, en effet, une telle mobilisation entraîne l'obligation dans un futur proche de « rendre des comptes » quant à la masse de résultats remontée par les citoyens. Qu'en sera-t-il de l'utilisation des données ? Est-ce le début d'un travail plus approfondi en termes de méthodologie de consultation citoyenne nationale ? De son côté, le Conseil va remettre ses conclusions à tous les participants au débat numérique via leur mail.

Le Conseil de développement durable de la Métropole du Grand Nancy va continuer son expérimentation de consultation citoyenne et ainsi améliorer son rôle d'animateur territorial. Pour ce faire, il va s'attacher à se rapprocher de l'ensemble des Conseils de développement de la Région Grand Est via la CRCD⁴.

⁴ Conférence Régionale des Conseils de Développement du Grand Est

Remerciements :

A **Catherine Créhange**, pour ses caricatures ayant permis de mettre assez de distance avec les sujets complexes traités pour que la parole se délie.

A **Hervé Marchal**, pour la caution scientifique, car toute expérimentation n'a de sens que si elle fait avancer les choses et « remet l'ouvrage sur le métier » pour nourrir le collectif.

A **Louis Ollagnon et toute l'équipe de CartoDEBAT**, pour leur créativité et leur sens du collectif, merci d'avoir imaginé un outil cartographique de débat facilitant la compréhension des échanges pour la construction du Commun.

Aux **grands témoins** qui ont su initier les débats par des textes engagés pour lesquels ils ont ouvert au monde leur implication, leur militantisme, dans la chose publique.

Aux **membres des Conseils de développement durable, et notamment ceux de la Métropole du Grand Nancy**, travailleurs bénévoles de l'ombre qui œuvrent sur leur temps libre à la construction d'un monde meilleur via le Projet de Société.

A **André Rossinot**, président de la métropole, à **Danièle Noël et aux élus métropolitains du Grand Nancy**, qui font souvent confiance aux membres du Conseil pour les accompagner dans les réflexions des sujets structurants du territoire, et d'ailleurs.